

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

PLONGÉE
UN RÉFÉRENT
POUR LES
TROIS ARMÉES

LIBAN
LE NOUVEAU
DISPOSITIF

KIEFFER
UNITÉ
SPECIALE



DOSSIER
LES JEUNES ET
LA DÉFENSE

M 01139 - 361 - F: 3,00 €



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

FORCES EN ACTION

- 4** Commando Kieffer, unité spéciale
- 10** Portfolio
- 12** Les Opex en bref

MODERNISATION

- 14** Un civil à la tête du GSBDD de Vannes-Coëtquidan

FOCUS DÉFENSE

- 16** Douchanbé, dernière escale avant l'Afghanistan
- 20** Liban, le nouveau dispositif
- 24** L'escadrille La Fayette, 95 ans d'histoire
- 28** Les anges gardiens du Charles-de-Gaulle
- 32** Tiger Meet
- 34** Mandat interarmées pour la Cephismer
- 38** Handicap : la Défense fait campagne
- 42** Repères

DOSSIER

- 44** La Défense et les jeunes
- 46** Interview du général de Rousiers
- 48** Les « classes défense globale »
- 50** L'Histoire par l'image
- 52** L'ANAJ-IHEDN
- 54** Elodie répond aux internautes
- 56** Les cadets
- 58** Paroles de réservistes
- 60** La JDC

PERSPECTIVES

- 62** Document photo
- 63** Histoire

KIOSQUE

- 64** Sélection



Commando Kieffer, unité spéciale



LIBAN le nouveau dispositif



LES JEUNES ET LA DEFENSE

4 FORCES EN ACTION

Commando Kieffer, unité spéciale

En 2008, la Marine crée cette unité constituée de militaires recrutés pour leur haut niveau de compétences techniques formés ensuite à l'action commando. Reportage

20 FOCUS DÉFENSE

Liban, le nouveau dispositif

Avec la réorganisation de la Finul, les troupes françaises deviennent une unité d'intervention de réserve agissant désormais dans tout le Sud-Liban.

44 DOSSIER

Les jeunes et la Défense

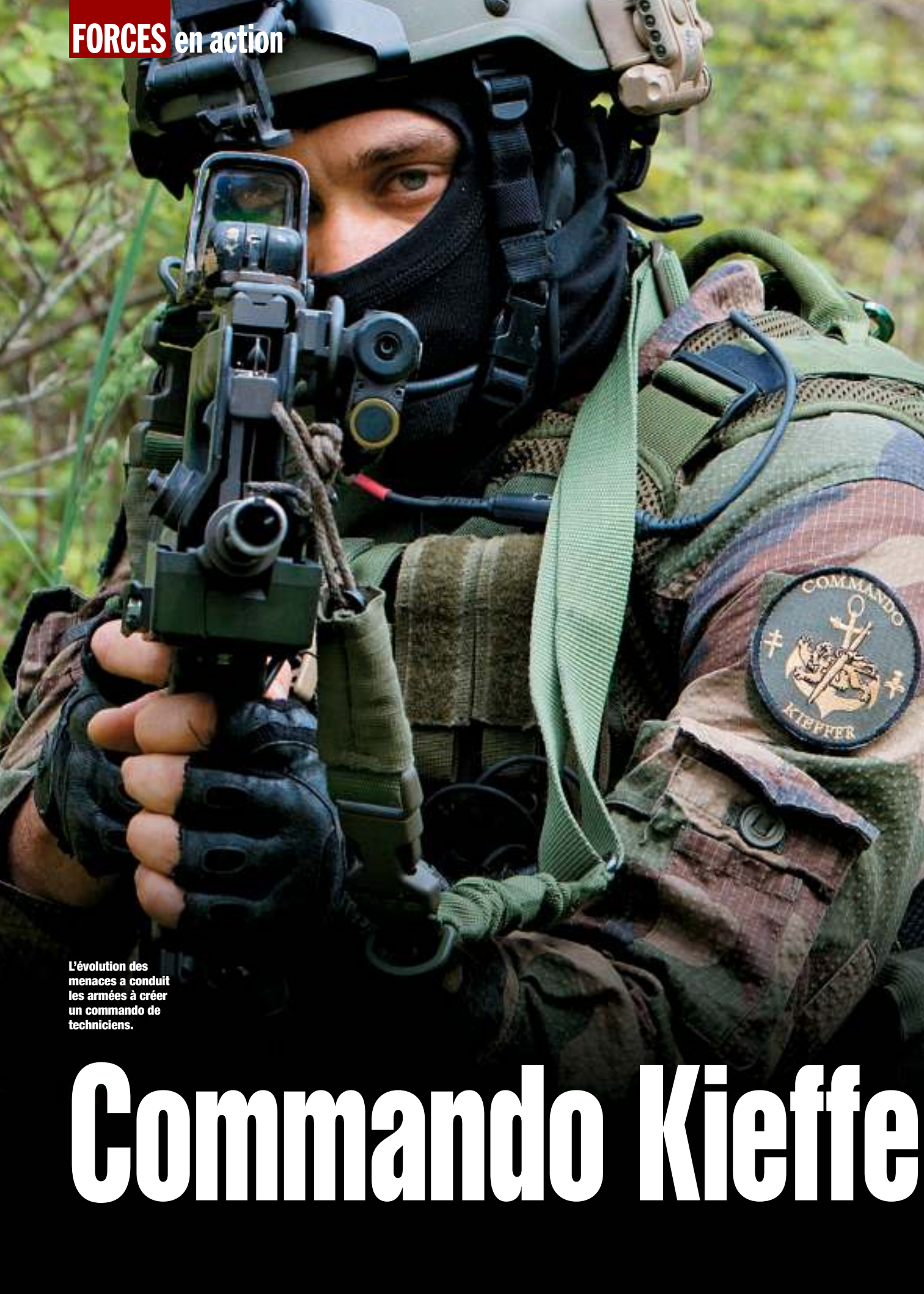
Au sein d'une nation, l'armée et la jeunesse ont besoin l'une de l'autre. Plus de quinze ans après la suspension de l'appel sous les drapeaux, la Défense a dû chercher de nouveaux moyens pour nouer contact avec la jeunesse et tenter d'entretenir le lien avec elle.



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Directeur de la publication : Laurent Teisseire. **Directeur de la rédaction :** colonel (terre) Benoît Trochu. **Chef du bureau de la rédaction :** lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. **Rédacteur en chef :** chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. **Rédacteur en chef adjoint :** capitaine (terre) Anne-Lise Louquet (01 44 42 48 01). **Conception graphique :** Olivier Spadaccini. **Secrétariat de rédaction :** Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. **Chef des reportages :** sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). **Rédaction :** Carine Bobbera (48 07), enseignante de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), aspirant (marine) Barthélémy Gruot (45 83), Paul Hensenbruch (55 05), Aude Le Calvé (33 18), Samantha Lille (47 27), Nelly Moussu (46 29). **Prestations intellectuelles :** Pierre Journoud. **Service photo :** adjutant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), CCH (terre) Jean-Jacques Chatard (46 98), CCH (terre) Christophe Fiard (48 40). **Service icono :** Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin. **Directeur de fabrication :** Serge Couplier (01 44 42 32 42). **Photogravure :** Open Graphic Media. **Impression et mise en page :** Circleprinters. **Routage :** CRP. Commission paritaire n°0211 B 05686. **Dépôt légal :** février 2003. Dico - Ecole militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris.

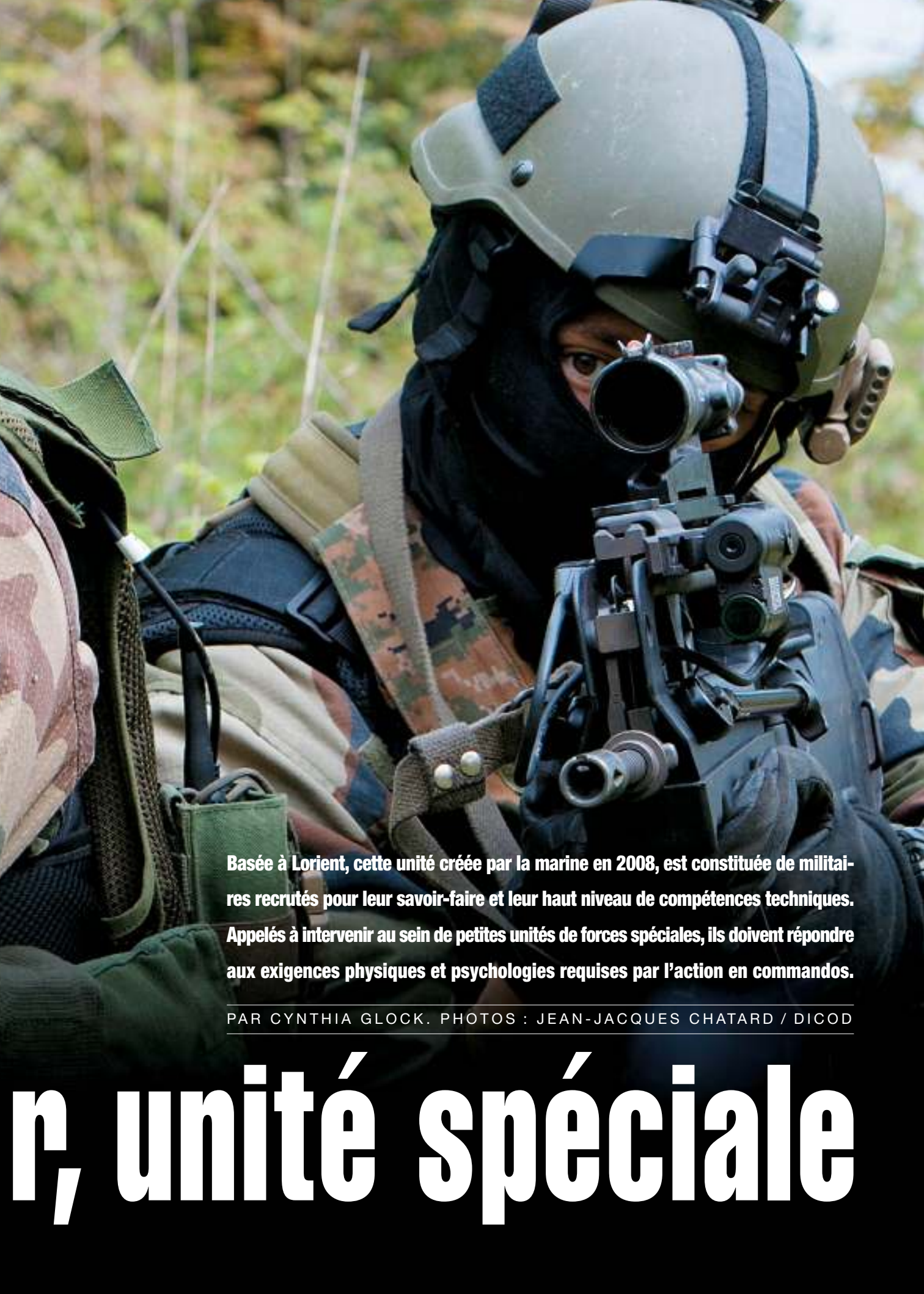
Contact publicité (ECPAD) : Thierry Lepsch : 01 49 60 58 56 / thierry.lepsch@ecpad.fr
Abonnés (ECPAD) : 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr
Diffusion : 01 44 42 32 42 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr. Photo de couverture : Emmanuel Donfut / Balao

FORCES en action



L'évolution des menaces a conduit les armées à créer un commando de techniciens.

Commando Kieffe



Basée à Lorient, cette unité créée par la marine en 2008, est constituée de militaires recrutés pour leur savoir-faire et leur haut niveau de compétences techniques. Appelés à intervenir au sein de petites unités de forces spéciales, ils doivent répondre aux exigences physiques et psychologiques requises par l'action en commandos.

PAR CYNTHIA GLOCK. PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATARD / DICOD

r, unité spéciale



« Les armées ont fait le choix d'intégrer des spécialistes de haut niveau dans les commandos. »

Les commandos arment des cellules spécialisées : drones, cynotechnie, contreminage, environnement, guerre électronique.





Une dizaine d'hommes cagoulés de noir vient d'investir un navire suspect amarré dans la rade de Lorient. Une balise de détection vibre, déclenchée par une émanation toxique. « *Atmosphère polluée, on passe en mode NRBC* », lâche le spécialiste NRBC (risques nucléaires, radiologiques, bactériologiques et chimiques), qui appartient au commando Kieffer. Le groupe de forces spéciales de la marine s'équipe de masques à gaz, tandis que l'expert se dirige vers l'origine de la pollution. D'une bouteille de gaz s'échappe un produit nocif « *utilisé dans la fabrication d'explosif* », note-t-il en colmatant la fuite. Le risque chimique écarté, une seconde vague de commandos rallie le groupe. Ce sont des experts des systèmes d'information et des transmissions. Sans tarder, ils s'affairent sur un ordinateur et un téléphone portable trouvés à bord. Ils font aussi partie du commando Kieffer... Créé en 2008, Kieffer est une unité de commandement et d'appui aux opérations. Ses hommes renforcent ponctuellement, par leurs compétences techniques et leurs équipements particuliers, les unités de forces spéciales de la marine et des autres entités du commandement des opérations spéciales. C'est pourquoi ils développent en permanence leur capacité à s'intégrer dans des groupes commandos. Aujourd'hui, ils « travaillent » avec un groupe de contre-terrorisme du commando Trepel sur la base des fusiliers marins de Lorient. La moitié des 46 hommes de Kieffer arme des cellules spécialisées comme les cellules NRBC, drones, cynotechnie, contre-minage, environnement, guerre électronique. Recrutés par la marine pour leurs savoir-faire très spécifiques, ils proviennent de l'armée de terre, de l'aéronautique navale. Ils sont informaticiens, plongeurs-démineurs, pompiers ou sous-mariniens. « *Les opérations spéciales, dites "non conventionnelles," n'étaient pas la vocation première de ces techniciens, contrairement aux autres unités commandos composées de fusiliers qui ont choisi cette voie en s'engageant dans la marine, intervient le capitaine de frégate Samuel, commandant de Kieffer. Leur recrutement répond à une double exigence. D'abord, nous faisons appel à eux pour le haut niveau de leurs compétences techniques. Ensuite, ils passent le stage d'intégration commun à tous les commandos, gage de leur solidité physique et psychologique.* » Dans la passerelle du navire, les informaticiens ont récupéré les données de l'ordinateur et du portable. Deux commandos les transmettent par satellite à l'état-major tactique de l'exercice. Ce poste de commandement déployé en base arrière est également armé par des hommes de Kieffer. « *La faculté d'armer un état-major tactique* ■■■



« En situation réelle, nous opérons de nuit, d'où de nombreux codes gestuels. »

En haut : Aveuglés par une grenade flash, les « trafiquants » sont encerclés et immobilisés.

Ci-dessus : L'état-major tactique récupère et décrypte les données. Recueillies par les caméras haute définition du micro-drone (à droite), elles sont transmises par satellite en temps réel.





■ ■ ■ *projetable au plus près des opérations et réunissant tous les moyens de traitement de données est l'autre caractéristique de Kieffer* », explique le lieutenant de vaisseau Adrien. Cette composante mobilise plus de 20 membres de l'unité, dont des spécialistes des systèmes d'information et de communication et du renseignement. Penchés sur leurs écrans d'ordinateurs, ils terminent de décrypter les renseignements et planifient la suite des opérations.

« *Trois individus semblent se livrer à un trafic d'armes et de munitions sur un îlot que avons localisé au large de Lorient* », ajoute le lieutenant de vaisseau. Une embarcation de transport rapide pour commandos (Etraco) part observer la zone avec un micro-drone. A peine plus grand qu'une feuille de papier A4 et très léger, le drone est lancé à la main depuis l'embarcation qui évolue au large de l'îlot. Avec ses caméras haute définition, il retransmet les informations en temps réel. « *Nos drones et leurs stations de pilotage sont transportables dans des sacs à dos*, explique l'opérateur. *Celui-ci n'a qu'à se poser sur l'eau pour être récupéré.* »

Début de la seconde phase de l'opération. Quatre Etraco stoppent leurs moteurs à une centaine de mètres de l'île. En combinaisons néoprène, des commandos au visage grimpé glissent dans l'eau et gagnent la plage. Parmi eux, des spécialistes de la neutralisation d'explosifs de la cellule de

contre-minage de Kieffer vont lever les pièges que les trafiquants ont posés aux abords de l'île. Ils déplient leur matériel de détection sous l'eau et déchaussent leurs palmes pour plus de discrétion : « *En situation réelle, nous opérons de nuit*, ajoute le commandant de Kieffer. *D'où de nombreux codes gestuels et un minimum d'échanges vocaux.* »

Les silhouettes fantomatiques émergent enfin et balisent la zone sans bruit. L'un d'eux a repéré un système de piégeage. Il s'avance à genoux pour couper le fil piège puis neutralise délicatement l'engin explosif. La zone est claire : le groupe d'assaut peut approcher.

La colonne, accompagnée d'un maître et son chien, s'enfonce maintenant dans les ronces. Malgré une longue expérience en cynotechnie de défense, le maître-chien confie qu'il « *n'aurait jamais imaginé élargir [son] domaine de compétences et celui de [son] chien dans des opérations offensives aussi pointues* ». Sélectionnés pour leur

capacité à détecter armes et explosifs, mais aussi pour leur aptitude à l'attaque, les chiens de Kieffer constituent une indéniable plus-value dans les opérations coups de poing. Au détour d'un muret, le groupe s'immobilise. « *Un pax [personnel] armé à cinquante mètres*, souffle le chef de groupe. *Demande le renfort cyno.* » Le maître-chien remonte la colonne sans bruit puis, esquissant à peine un geste, lance son binôme. Le suspect n'a pas le temps de réagir : il est déjà terrassé. Trois commandos le bâillonnent. Repris en laisse, le chien recule, sans lâcher l'homme du regard. Il n'a pas aboyé une seule fois... « *La décision de créer notre unité est née d'un besoin de compenser des manques observés lors d'opérations récentes*, poursuit le commandant. *Les opérations spéciales suivent des procédures répondant à des besoins*

spécifiques de discrétion, de mobilité, d'ergonomie qui doivent permettre, justement, de "faire autrement". A cet égard, il est apparu indispensable que les experts techniques qui y participent aient, eux aussi, la qualification commando. Notre ouverture au recrutement vers toutes les composantes de la marine et les autres armées est essentielle. Elle garantit aux spécialistes qui nous rejoignent une expérience très riche et des missions passionnantes. »

Le groupe poursuit sa progression jusqu'à une bâtisse, les sens en alerte. Là, se terrent les deux autres « trafiquants ». Toujours par

codes, le chef de groupe ordonne l'assaut final. Aveuglés par l'explosion d'une grenade flash lancée à travers une fenêtre, les terroristes ne voient pas la vague humaine qui les encercle. En quelques gestes sûrs, les individus sont plaqués à terre et menottés. Reste à trouver la cache d'armes. Le chien et son maître reprennent les commandes. Localisé, l'armement illicite est identifié, puis récupéré par un spécialiste des explosifs. Fin de l'exercice.

En créant le commando Kieffer, les armées ont fait le choix d'intégrer des spécialistes de haut niveau dans les opérations spéciales, plutôt que de spécialiser ses combattants d'élite. Après trois ans d'existence, le sixième commando marine est opérationnel. Ajoutant de nouveaux outils très affûtés à la palette déjà large des capacités des forces spéciales, un quart des hommes de Kieffer se fond, en permanence, dans le spectre des opérations commandos. ■

Hommage

En 1941, l'officier de marine, Philippe Kieffer réunit 177 marins. Voulant participer à la libération de la France occupée par l'Allemagne, ils traversent la Manche pour s'entraîner auprès des forces spéciales britanniques. Un an plus tard, ces Français constituent le 1^{er} Bataillon de fusiliers marins commandos. Ils seront parmi les premières troupes à fouler le sol français, lors du Débarquement en Normandie le 6 juin 1944.

O

L

O

E

T

R

O

R



1 - Exercice de tir

La frégate australienne *HMAS Anzac* s'entraîne au tir en baie de Jarvis, au sud de Sydney.

2 - Marins

Marins de quart sur le pont d'envol du *Charles-de-Gaulle*.

3 - Reconstitution

Des soldats russes à Moscou portent l'uniforme de l'Union soviétique, lors d'une reconstitution de l'invasion allemande en 1941.

4 - Bivouac

Des soldats français bivouaquent dans la jungle guyanaise.

5 - Haka

Des soldats néo-zélandais effectuent le Haka, une danse rituelle maorie.



ANDREW DAKINI/AFP



YANNICK BISSON/MARINE NATIONALE



3

DMITRY KOSTYUKOV/AFP



4

JEAN-JACQUES CHATAIRD/DICOD



5

CAMERON JAMIESON/COMMONWEALTH OF AUSTRALIA

10 et 18/05 AFGHANISTAN : DEUX MILITAIRES FRANÇAIS TUÉS EN OPÉRATION



Le soldat de 1^{re} classe Loïc Roperh, du 13^e Régiment du génie de Valdahon

(13^e RG) est décédé le 10 mai, en fin de matinée en Afghanistan. Il a été tué par l'explosion d'un engin explosif improvisé, alors qu'il progressait à pied en phase d'ouverture d'itinéraire. Célibataire, âgé de 24 ans, le sapeur de 1^{re} classe avait choisi de s'engager au 13^e RG pour trois ans en mars 2009. La cérémonie d'hommage s'est déroulée mardi 17 mai au 13^e RG de Valdahon sous la présidence de Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens

Combattants, en présence du général d'armée Elrick Irastorza, chef d'état-major de l'armée de terre (Cemat). Le ministre a promu Loïc Roperh au grade de caporal-chef et lui a remis la Légion d'honneur à titre posthume.



Un militaire français, Cyril Louaisil, est décédé et quatre autres ont été blessés par l'explosion accidentelle d'une munition sur le poste de combat avancé (COP) 46 en Kapisa, le 18 mai. L'explosion a eu lieu alors que les militaires, appartenant au 2^e Régiment d'infanterie de marine du Mans, se prépa-

raient à embarquer dans leur blindé pour une patrouille de nuit dans le Sud de la Kapisa, dans le cadre de l'opération Endurance Freedom. Cyril Louaisil s'était engagé au 2^e Régiment d'infanterie de marine du camp d'Auvours en 2007. Agé de 24 ans, célibataire, le 1^{er} classe Cyril Louaisil est le 58^e militaire français mort en Afghanistan depuis 2001. Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, en présence du chef d'état-major de l'armée de terre, ont rendu un hommage national au défunt. Ce dernier a été promu à titre posthume au grade de caporal et a été fait chevalier de l'Ordre national du Mérite.

MAI KOSOVO : LOGISTIQUE DE DÉSENGAGEMENT

Dans le cadre de l'évolution du format de la KFOR, la Force de l'Otan au Kosovo, d'importants mouvements logistiques ont eu lieu en mai. Le centre de coordination interarmées des transits, transports et mouvement a coordonné notamment à partir de Novo-Selo, une opération conduite à Thessalonique (en Grèce) par une équipe de transbordement maritime du 519^e Régiment du train. En trois jours, 253 conteneurs, 66 véhicules, 14 remorques et 18 éléments particuliers (groupes électrogènes, réfrigérateurs) ont été embarqués pour être acheminés jusqu'à Toulon.

AVRIL BURUNDI : 450 SOLDATS FORMÉS PAR LES FORCES FRANÇAISES DU GABON ET DE DJIBOUTI



EMA/ARMÉE DE TERRE

de santé, le détachement a instruit près de 450 soldats (trois compagnies de combat et l'état-major du bataillon) dans les camps de Muzinda et Mudubugu, au nord de la capitale, Bujumbura.

Du 4 au 28 avril, les Forces françaises au Gabon et les Forces françaises à Djibouti ont formé aux opérations de maintien de la paix un bataillon d'infanterie de la Force de défense nationale de la République du Burundi avant sa projection en Somalie, dans le cadre de l'Amisom (mission de l'Union africaine en Somalie). Composé de militaires des trois armées et du Service

L'instruction a porté sur les actes élémentaires du combattant et les missions d'infanterie jusqu'au niveau de la compagnie. Tenant compte des retours d'expérience des opérations menées en Somalie la formation a mis l'accent sur les savoir-faire mis en œuvre lors d'une mission de contrôle de zone, la tenue de check points, l'escorte de convoi et les réactions face à une embuscade.

18/05 AU LARGE DE LA CORSE : ÉVACUATION SANITAIRE SUR UNE LONGUE DISTANCE PAR UN SUPER PUMA

Un équipage de Super Puma de l'escadron d'hélicoptères 1/44 de la base aérienne de Solenzara a réalisé l'évacuation sanitaire d'un marin de la frégate *Montcalm*, de retour de mission pour l'opération Harmattan. Alerté de l'urgence de la situation, le centre opérationnel des opérations

aériennes a ordonné l'évacuation du marin au large de la Corse. Cette opération de 700 kilomètres a été conduite sans ravitaillement de l'hélicoptère grâce à l'ajout de deux bidons d'appoint de carburant. Transporté vers l'hôpital d'Ajaccio, le marin est hors de danger.



OLIVIER RAVENEL/SIRPA XIR

MAI LIBYE : LE COURBET INTERVIENT

F: SEUROT/MARINE NATIONALE (IMAGE D'ARCHIVE)



La frégate française *Courbet*, en coordination avec des unités de l'opération Unified Protector, a intercepté des navires de deux opérations maritimes des forces du colonel Kadhafi au large de Zlitan et de Misratah entre le 15 et le 18 mai. Dans la nuit du 15 au 16 mai, le *Courbet* a déjoué un raid libyen. Un des moyens de la force aéromaritime a détecté plusieurs embarcations semi-rigides suspectes en mouvement au large des côtes libyennes,

dans le nord de Zlitan. La frégate française, bâtiment alors le plus proche de la zone, est immédiatement intervenue et a identifié trois embarcations. A l'approche des militaires, les équipages ont pris la fuite en abandonnant une embarcation. Les marins français y ont découvert environ une tonne d'explosifs. Dans la nuit du 17 au 18 mai, après une détection initiale et une localisation par différents moyens de l'Otan, le *Courbet* a intercepté des embarcations faisant route vers Misratah. La frégate a ouvert le feu au canon de 100 mm, empêchant la poursuite du raid et mettant en fuite les embarcations, qui ont rejoint la côte. Les embarcations ont été, par la suite localisées sur le rivage, abandonnées par leurs occupants.

27/04 AFGHANISTAN : INAUGURATION D'UN PONT EN KAPISA



SEBASTIEN LAFARGUE/ECPAD

Les sous-gouverneurs de Surobi et de Tagab ont inauguré le pont de Naghlu reliant désormais Surobi-ville à Tagab en présence du chef de corps du bataillon Richelieu et du représentant civil américain de la *Provincial Reconstruction Team* (PRT). Financé par la PRT américaine et soutenu par le bataillon Richelieu, le pont construit par des Afghans apporte une réponse à l'augmentation de la circulation depuis

l'ouverture et la sécurisation, en février dernier, de l'axe Vermont, en Kapisa. Le sous-gouverneur de Tagab a salué les nouvelles possibilités d'échanges économiques qui s'offrent à présent aux deux districts. Son homologue de Surobi a rappelé l'importance de cet ouvrage dans le cadre du développement local. Celui-ci permettra notamment d'acheminer et d'augmenter les ventes des productions agricoles de fruits et légumes.

MAI AFGHANISTAN : 400^e MISSION DU DRONE HARFANG



JEAN-CHARLES THOREL/SIRPA TERRE

Présent sur le théâtre afghan depuis février 2009, le système intermédiaire de drone Male (moyenne altitude longue endurance) Harfang, mis en œuvre par le détachement air de Bagram, vient de

réaliser sa 400^e mission au profit de la force internationale d'assistance et de sécurité (Fias) agissant sous mandat de l'Onu. Puisqu'un événement ne vient jamais seul, le seuil symbolique des 4 000 heures de vol a

également été dépassé. Le Harfang est un drone de renseignement mis en service en 2008 au sein de l'armée de l'air. Piloté à distance, il participe à des missions de surveillance et de reconnaissance. Son utilisation sur le théâtre afghan est un atout majeur pour l'Isaf, notamment pour l'escorte de convois, la recherche d'engins explosifs improvisés, la préparation de zones pour les posés d'hélicoptères, ou encore l'appui aux troupes... Au total 13 mécaniciens, 9 membres d'équipage navigant, ainsi que 18 militaires en charge du soutien arment le détachement depuis la base de Bagram.

10/05 LIBAN : UN GROUPE POUR L'ÉCOLE

Les forces françaises de la Finul (Force intérimaire des Nations unies au Liban) ont offert un groupe électrogène à une école mixte de Bint Jubayl (Sud-Est du Liban). Une cérémonie officielle, présidée par le colonel Gilles Haberey, commandant les unités françaises, s'est déroulée en présence du directeur de l'école et des représentants de la ville. Cette action, menée dans le cadre des actions civilo-militaires (ACM), s'ajoute aux cours de français dispensés par les militaires français dans cette école, qui accueille huit cents enfants.

Un civil à la tête du GSBDD de Vannes-Coëtquidan

Nommé en 2010, Alain Oellers est le premier civil à occuper les fonctions de chef d'un groupement de soutien de base de défense (GSBDD). Sa nomination répond à la nécessité de mutualiser les compétences et les savoir-faire civils et militaires qu'avait fait ressortir le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2008. Portrait.



BDD VANNES-COËTQUIDAN

Manager au parcours atypique, Alain Oellers a su mener la réforme mise en place au sein du GSBDD et faire reconnaître sa légitimité en tant que chef par les militaires.

Alain Oellers est le premier civil à occuper les fonctions de chef d'un groupement de soutien de base de défense (GSBDD). Nommé en 2010 auprès de la nouvelle base de défense pilote de Coëtquidan, ce précurseur prend en main un poste de commandement totalement

entré par la petite porte et j'ai successivement passé les concours de la fonction publique jusqu'à devenir admissible à l'ENA. Dans le cadre de mon précédent poste comme sous-directeur à la direction régionale du matériel de l'armée de terre de Rennes, j'ai pu approfondir le milieu militaire et sa technicité », raconte

« Je n'ai pas la même culture qu'un officier, mais nous avons le même objectif, faire que la réforme avance. »

nouveau. Fils d'un sous-officier et d'une mère travaillant comme civile au ministère de la Défense, cet ancien ouvrier d'État qui a commencé sa carrière en 1976 comme manutentionnaire a un parcours pour le moins atypique. « Je suis

celui qui représente l'esprit d'une réforme fondée sur la mutualisation des compétences et des savoir-faire. Comme le souligne le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, plus de personnel civil aux côtés des militaires

chargés du soutien est l'une des clefs d'efficacité de notre Défense. Cela confère aux uns une meilleure connaissance des enjeux opérationnels qu'ils servent et aux autres la capacité de se concentrer sur leur cœur de métier. Une dimension opérationnelle que M. Oellers redécouvre depuis le rattachement des unités de commando Marine de Vannes à la BDD en janvier dernier.

Alain Oellers est un manager qui connaît bien le personnel civil et militaire. Lorsqu'on lui a proposé le poste de chef de GSBDD, il a d'abord hésité, craignant de « ne pas trouver [sa] place ». Un défi qu'il a finalement décidé de relever, encouragé par l'intérêt de la mission. Réorganiser le soutien au sein du GSBDD en s'imposant comme chef de ce nouvel organisme à Saint-Cyr « symbolisant les hautes fonctions militaires » était, selon lui, « particulièrement stimulant ».

A son arrivée à Vannes-Coëtquidan, deux défis majeurs se présentaient à lui : conduire la réforme au sein du GSBDD et se faire reconnaître en tant que chef par les militaires. Pour enclencher la dynamique, il a fallu mettre de côté les « petites humeurs corporatistes au-delà desquelles il y a la réalité du travail et des résultats concrets en jeu ». Peu de temps après sa nomination, les premiers résultats sont au rendez-vous. Pour ne pas recourir à l'externalisation, il réduit le coût de fonctionnement du cercle mess des écoles. Dans le même temps, il réorganise le soutien courrier en veillant à ce que les horaires d'ouverture permettent aux élèves de venir chercher leurs colis durant leurs pauses.

Egalement chargé d'assurer la disponibilité du personnel militaire du GSBDD pour la préparation opérationnelle, Alain Oellers exerce une responsabilité majeure et tout à fait nouvelle. « J'ai été très vigilant à ce que les militaires puis-



Les écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, ce sont 2 000 élèves et stagiaires par an, 900 cadres, un campus de 200 hectares à soutenir au quotidien.

sent servir en OPEX. Je comprends leurs attentes et la nature particulière de leur métier de combattant. »

Quant aux méthodes de direction, elles sont restées les mêmes, à quelques changements d'ordre sémantique près, pour les militaires. « Je parle moins de rapports entre soutenant et soutenus que de rapports entre services et bénéficiaires, admet-il. Je n'ai pas la même culture qu'un officier qui a commandé un régiment comme le Com BdD mais nous poursuivons le même objectif, faire que

la réforme avance. La priorité est que tout se passe bien. »

En tout cas, le chef d'état-major des armées, en visite au GSBDD le 25 février dernier, a relevé « la collaboration bien comprise entre personnel civil et militaire, exemple même du soutien vers lequel il faut tendre », avant de qualifier le GSBDD de Vannes-Coëtquidan « d'opérationnel et exemplaire. »

Une cérémonie de remise d'insignes aux commandants de base de défense se déroulera le 21 juin à l'Ecole militaire. A

cette occasion, les chefs de GSBDD recevront le fanion de leur unité. Cette cérémonie marquera la place de cette nouvelle organisation du soutien au sein des armées. ■

Paul Hessenbruch

En bref

Outre le GSBDD de Vannes-Coëtquidan, ceux de Cherbourg, Rochefort-Cognac et Saint-Germain-en-Laye sont dirigés par des civils.

Ce qu'ils en pensent

Lieutenant-colonel de Barmon, directeur du service administratif du personnel : « M. Oellers est quelqu'un de disponible et est très engagé dans ses missions. Le contact humain qu'il a avec l'ensemble du personnel est remarquable. Le binôme qu'il forme avec le Com BdD est très complémentaire et performant. »

Bruno Storez, chef du bureau pilotage de la BdD : « M. Oellers est la première personne qui m'a reçu pour mon entretien d'embauche. Il a beaucoup contribué au fait que je sois arrivé ici en Bretagne. Le fait qu'un civil accède à ce genre de poste a bien sûr une portée symbolique pour nous, ça montre qu'il n'y pas de barrière ni de critère dans l'évolution des carrières. »

Capitaine Fiolet, officier supérieur adjoint du GSBDD : « M. Oellers est quelqu'un de compétent et très à l'écoute des gens. Au départ, il est vrai qu'en tant que militaire, je me suis posé des questions sur des points de détail. Je me demandais, par exemple, comment je devais m'adresser à lui. En fait, je me suis aperçu qu'un chef, civil ou militaire, reste un chef. »

M. Cartier, directeur du service du soutien commun : « Avec M. Oellers, on sait où on va, c'est un chef expérimenté et apprécié. Il est très à l'écoute de nos attentes et il sait aussi nous laisser de l'autonomie dans notre travail. »

Dernière escale a

Au Tadjikistan, à 450 kilomètres au nord de Kaboul, le détachement air facilite l'arrivée des unités projetées en Afghanistan et assure le transit du fret vers le théâtre.

« **L**es transitaires à destination de Tagab sont priés de se présenter pour les formalités d'entrée en Afghanistan ». Sur le tarmac de l'aéroport civil de Douchanbé au Tadjikistan, un sous-officier du détachement air (Détair) appelle les 150 militaires descendus de l'Airbus A340 de l'escadron Estérel de l'armée de l'air. Partis de France la veille, ils font escale avant de rejoindre le théâtre afghan pour six mois d'opération extérieure (Opex) dans le cadre de la Force internationale d'assistance et de sécurité (Fias).

Le Détair de Douchanbé, qui soutient le dispositif français en Afghanistan, est « le carrefour par lequel passent la majorité des avions français amenés à entrer sur le théâtre », explique le lieutenant-colonel V., commandant du Détair. 150 à 200 militaires, principalement de l'armée de l'air sont déployés en permanence. « L'escale y est importante, car c'est ici que les équipages des

aéronefs reçoivent les éléments concernant la situation sécuritaire et météorologique pour les vols en Afghanistan qui peut contraindre à décaler ou modifier une arrivée sur le théâtre ».

D'une durée de 24 heures, ce transit des Airbus militaires au Tadjikistan, « tous les deux à dix jours selon les périodes de relève »,

assure une autre fonction. « C'est ici que se fait l'in-processing [terme anglophone désignant les formalités d'enregistrement et d'identification des militaires qui débutent leur Opex] lorsque les avions transitent par le Tadjikistan. Cela évite de perdre du temps à l'arrivée en Afghanistan, poursuit le colonel.

Dès qu'ils posent le pied sur le théâtre, les

soldats récupèrent leur laissez-passer Fias qui leur ouvre les portes de toutes les emprises militaires et sont prêts à l'emploi. »

Sous une grande tente militaire, les transitaires commencent par remplir leur fiche Opex. « Ils inscrivent divers renseignements, explique le capitaine K, qui se charge de leur accueil devant la tente. Matricule, numéro de passeport, groupe sanguin, numéro de Sécurité sociale et d'assurance vie ou encore coordonnées des proches à prévenir en cas de problème... » Pris en photo pour la réalisation de leur carte Fias, les nouveaux arrivants récupèrent ensuite une trousse de premiers secours, dite trousse individuelle du combattant. A l'intérieur, du sparadrap et des solutions antiseptiques, mais aussi un garrot, un pansement compressif et deux sirettes de morphine : le nécessaire vital qui ne quittera pas leur gilet de combat pendant toute la durée de leur mandat. En un peu plus d'une heure l'ensemble des transitaires a été enregistré. Ils ■■■

Douchanbé vant l'Afghanistan



JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

L'escale de 24 heures est terminée, les militaires français seront sur le sol afghan dans 1 heure 30.

« La fiche Opex regroupe différents renseignements : matricule, numéro de passeport, groupe sanguin, numéro de Sécurité sociale et d'assurance vie ou encore coordonnées des personnes à prévenir en cas de problème. »

Ci-dessous : Les transitaires remplissent les formulaires d'identification indispensables pour l'obtention de leur laissez-passer Opex.

A droite : Les maintenanceurs déchargent du fret qui peut parfois atteindre 40 tonnes.



PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD



■ ■ ■ peuvent se restaurer ou profiter de l'accès Internet sur la zone française de l'aéroport, organisée pour loger plus de 300 transitaires sous tentes et servir plus de 1 200 repas par jour.

Pour le Détair, en revanche, le travail n'est pas fini. Il faut préparer un des deux Transall C-160 du groupement de transport opérationnel de Douchanbé pour son prochain vol. Au rythme moyen de deux missions par jour entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, sans compter les vols intra-théâtre, les Transall français assurent des mouvements de personnel et des livraisons d'équipements aux 4 000 militaires français déployés en Afghanistan. Pendant les grosses périodes de relèves de personnel, un Transall reste en alerte chaque fois qu'un Airbus arrive de France. Il se tient prêt

à le remplacer au cas où un problème technique ou sécuritaire surviendrait.

En plus de ses missions habituelles, le groupement de transport opérationnel met en œuvre une technique unique au monde de largage de fret en haute altitude, en des points dangereux ou difficilement accessibles par la route (lire encadré).

Début de soirée : un Iliouchine, affrété par la France est attendu sur le tarmac. Il apporte la livraison hebdomadaire de vivres et de fret de toute sorte. « *Aujourd'hui, il n'y a que 7 tonnes, remarque le capitaine F, chef du transit à Douchanbé, en lisant le manifeste de vol. Il nous est arrivé de décharger jusqu'à 40 tonnes en une seule livraison.* » Chargés de coordonner les opérations de char-

Largage en haute altitude, une technique unique au monde

Cinq militaires du 1^{er} Régiment du train parachutiste, insérés au Détair, pratiquent le « largage de matériel à très grande hauteur et à ouverture basse ». Cette technique, unique au monde et développée conjointement par le 1^{er} RTP et l'armée de l'air, permet de ravitailler les forces terrestres en restant à l'abri des tirs sol-air tout en s'affranchissant de certaines contraintes météorologiques et d'obstacles géographiques. Plusieurs charges d'une tonne peuvent être larguées du Transall, à 7 000 mètres d'altitude. A 500 mètres du sol, un parachute s'ouvre et la charge se pose près de

l'endroit voulu. Depuis le début de l'année, la France met en œuvre cette technique au profit de l'ensemble des contingents de la Fias. Le dernier largage a été fait au profit des forces américaines pendant une opération dans le Sud de l'Afghanistan. Tout type de fret opérationnel peut être envoyé : vivres, eau, équipement en tout genre, jusqu'à des roues de tracteurs, matériel médical, munitions... Depuis le premier largage de ce type qui a eu lieu sur le théâtre afghan en 2008, plus de 100 tonnes de matériel ont été larguées sur le sol afghan.



gement et de déchargement qui ont lieu au Détair, dix manutentionnaires attendent aux commandes de leurs transpalettes. Quelques mètres plus loin, un Hercules C130 belge attend le lever du soleil pour rallier l'Afghanistan. A proximité, des fusiliers de l'air, dont un binôme cynotechnique, commencent une patrouille de sécurisation de la zone. « *Le soutien des autres nations de la Fias représente 50 % de notre travail, reprend le capitaine F. En particulier celui des militaires belges et espagnols, avec qui la France a noué des accords technico-opérationnels, en 2005 et 2009. De la même manière que nous coordonnons les relèves françaises, nous aidons leurs équipes de transit et accueillons leurs transitaires.* » En moyenne, trois avions de tous types et

nationalités se posent ici chaque jour. Le lendemain matin, l'équipage belge frappe à la porte de l'officier renseignement du Détair, pour recevoir un briefing sur la situation sécuritaire en Afghanistan, mais aussi sur les problèmes météo. Car c'est aussi depuis le Tadjikistan que deux prévisionnistes veillent les évolutions du ciel.

Pour les transitaires français, les 24 heures d'escale sont presque écoulées. Rappelant tous les passagers, le capitaine F. leur tend une carte d'embarquement. La vague de militaires français n'a plus qu'à reprendre place dans l'Airbus. Dans une heure et demie, ils poseront le pied en Afghanistan. ■

Cynthia Glock

« Le soutien des autres nations de la Fias représente 50 % de notre travail. En particulier celui des militaires belges et espagnols avec qui la France a signé des accords technico-opérationnels en 2005 et 2009. »



PHOTOS : JOHANN PESCHEL / ECPAD

LIBAN

Depuis la réorganisation de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), les troupes françaises constituent une unité d'intervention de réserve intervenant désormais sur tout le Sud-Liban. A cette occasion sont déployés deux nouveaux matériels : le canon Caesar et le véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI).

le nouveau dispositif

Les troupes françaises n'auront plus vocation à faire du contrôle de terrain. L'aire de responsabilité sur laquelle elles intervenaient depuis 2006 est attribuée à plusieurs nations. Elles conservent les emprises de Dayr Kifa et d'At Tiri.



« **L**e Sud-Liban est aujourd'hui en phase de stabilisation et la situation a connu des progrès notables depuis 2006, notamment le déploiement des Forces armées libanaises (FAL) au sud du fleuve Litani », explique le général Xavier de Woillemont, chef d'état-major de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) et représentant militaire de la France dans ce pays. Une évolution qui a conduit à des ajustements. Depuis le 1^{er} mars, les forces françaises au sein de la Finul ont changé de posture, devenant une « unité d'intervention de réserve, qui n'a plus vocation à faire du contrôle de terrain, mais mieux adaptée à intervenir sur l'ensemble de la zone Finul en réaction aux crises », précise le général de Woillemont. Baptisée Force Commander Reserve (FCR), elle agit directement sous les ordres du commandant de la Finul, le major-général espagnol Alberto Asarta. La zone de responsabilité attribuée depuis 2006 à la France (deuxième contributeur après l'Italie, avec 1 300 militaires) a été

prise en compte par d'autres contingents : les bataillons italien, malaisien et népalais et bientôt irlandais. Les quartiers généraux du contingent français restent dans les emprises d'At Tiri et de Dayr Kifa, tandis que les deux autres, plus au sud, seront prochainement cédées à un contingent irlandais qui assurera la sécurisation d'une portion de la zone frontalière avec Israël. « La France n'a plus de zone attribuée, mais tout son contingent opère désormais dans toute l'aire de responsabilité de la Finul, qui compte plus de cent villes et villages », intervient le colonel Gilles Haberey, du 92^e Régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand, chef de corps de la FCR. Cette évolution a nécessité un gros effort de communication en direction des autres contingents de la Finul. Le format FCR induit une coordination accrue avec les autres Casques bleus. Le changement de posture du dispositif français a ainsi fait l'objet de réunions, de présentations d'équipements et d'exercices ■■■



Les Français continueront d'appuyer les forces armées libanaises (au centre) dans les patrouilles de contrôle de zone et de participer aux opérations de déminage aux abords de la Blue Line, à la frontière avec Israël.

■■■ conjoints. L'effort de communication s'est aussi porté en direction des habitants de la région pour qui tout changement est source d'inquiétudes et d'interrogations. « *Le Liban est la caisse de résonance des tensions régionales, rappelle le chef d'état-major de la Finul. Et bien que le Sud se stabilise, la situation reste sensible.* » Cela dit les populations « *qui ont encore besoin de reprendre confiance, accueillent globalement bien la FCR, conclut le général de Woillemont. En prenant aujourd'hui en main ce nouveau dispositif, la France, qui commandait la Finul à sa création en 1978, donne une nouvelle preuve de son engagement dans un pays avec lequel elle partage une histoire commune forte.* »

Les militaires français ont conservé certaines de leurs anciennes missions. « *Le contingent tricolore est le seul à réunir des capacités d'infanterie, de cavalerie, de génie, ainsi que des moyens anti-char, sol-sol et sol-air,* précise le colonel Haberey. *Nous continuons d'appuyer les forces armées libanaises dans les patrouilles de contrôle de zone et de participer au déminage aux abords de*

la Blue Line [ligne tracée par les Nations unies pour marquer le retrait d'Israël]. Nous gagnons en liberté d'action et renforçons notre maillage du théâtre. »

Jusqu'à-là, la France armait aussi, en plus d'un bataillon, la force de réaction rapide ou Quick Reaction Force (QRF) de la Finul. Élément d'intervention « coup de poing » constitué de chars Leclerc et de canons automoteurs AUF1, la QRF était en mesure de réagir sous très faible préavis dans toute l'aire Finul. « *C'est donc forts de notre expérience que nous avons répondu présent quand l'Onu a souhaité mettre en place la FCR* », poursuit le chef d'état-major de la Finul. C'est une revue d'organisation de la force menée fin 2009 par le Département des opérations de maintien de la paix de l'Onu qui a conduit à repenser le principe de force d'intervention rapide, après trois ans de Finul renforcée.

Parallèlement au changement de mission, le contingent français a modernisé et adapté ses équipements. Entre fin 2010 et début 2011 des véhicules à roues sont venus remplacer les engins chenillés (AMX-10P et canons 155 mm AUF1) déployés



« La France donne une nouvelle preuve de son engagement dans un pays avec lequel elle partage une histoire commune forte. »



depuis 2006. Quatre canons Caesar sont aujourd'hui présents sur les emprises de Deyr Kifa et At Tiri, tandis que 14 véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) participent aux soixante patrouilles hebdomadaires. « Plus mobiles et légers, ces nouveaux équipements sont mieux adaptés. Les chenillés faisaient l'objet de tensions avec les populations car ils dégradaient les

routes sur leur passage », explique le colonel Haberey. Le renouvellement des équipements fait donc de la FCR un élément d'intervention à la fois plus souple et plus acceptable dans son format pour les populations tout en conservant les mêmes capacités d'engagement. ■

Cynthia Glock

Des équipements modernisés

Caesar : 4 camions équipés d'un système d'artillerie (Caesar) sont arrivés sur le théâtre libanais le 18 janvier, pour remplacer les canons automoteurs AUF1. Ils sont répartis sur les deux emprises françaises d'At Tiri et de Deyr Kifa. En quelques minutes, le Caesar, équipé d'un canon 155 mm, est en mesure de se mettre en batterie et de tirer six obus en moins de 60 secondes, jusqu'à quarante kilomètres.

VBCI : 14 véhicules blindés de combat d'infanterie sont déployés au Sud-Liban depuis octobre 2010. Avec leurs huit roues motrices, leur système additionnel de braquage au freinage et leurs caméras de surveillance, les VBCI sont mieux adaptés au contrôle de zone que leurs prédécesseurs chenillés. Onze soldats peuvent prendre place à l'intérieur. Le VBCI est doté d'une mitrailleuse 12,7 mm et d'un canon 25 mm.

« **C**haque vol est un roman, chaque succès une épopée. Ils sont les chevaliers de cette guerre, sans crainte et sans reproche ; et ils rappellent les jours légendaires de la chevalerie, non pas simplement par l'audace de leurs exploits, mais par la noblesse de leur esprit. » (David Lloyd George, *October 29, 1917 in The Lafayette Flying Corp.*)

« *Il y a des hommes que rien n'arrête.* » C'est par ces mots que l'ambassadeur des Etats-Unis en France Charles H. Rivkin a débuté son discours lors de la cérémonie du souvenir au mémorial de l'escadrille La Fayette de Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine), faisant allusion à ces volontaires américains qui se sont engagés

dans l'aviation française pendant la Première Guerre mondiale. Une épopée très présente dans la mémoire des aviateurs depuis 95 ans. L'aventure de ces hommes commence en France en juillet 1914. Rien ne les forçait à s'engager, et pourtant... Une poignée de jeunes Américains animés par une soif de liberté veulent lutter contre l'Allemagne en dépit de la neutralité affichée de leur pays. Or, rejoindre l'armée française s'avère compliqué. En effet, tout citoyen américain qui se met au service d'une puissance étrangère perd *de facto* ses droits et sa nationalité. L'ambassadeur des Etats-Unis à Paris leur souffle alors la solution : s'engager dans la Légion étrangère ou comme non-combattants dans les services ambulanciers volontaires. Une première étape pour

Tradition

La Fayette :

En 1916, un groupe de volontaires américains s'engagent dans l'aviation française et créent l'escadrille La Fayette. Aujourd'hui, l'histoire et les traditions de cette unité légendaire perdurent au sein de l'armée de l'air.



A gauche : Les Mirage 2000N de l'escadron 2/4 La Fayette ont repris la tête de Sioux comme insigne. A droite : Le La Fayette flying Corp totalisera 190 victoires officielles au cours de la Première Guerre mondiale.

ceux qui veulent combattre dans les airs. Le chemin sera long mais jamais leur ténacité ne faillira. Vingt mois plus tard l'escadrille N124, qui deviendra la légendaire escadrille La Fayette, naît à Luxeuil (Haute-Saône). A leur manière, ces jeunes volontaires reproduisent le geste du marquis de La Fayette qui avait risqué sa vie en se mettant au service de George Washington lors de la guerre d'indépendance des Etats-Unis en 1777.

L'escadrille est placée sous le commandement de deux officiers français, le capitaine Thénault et son adjoint, le lieutenant de Laage de Meux. En mai 1916, Kiffin Rockwell apporte sa première victoire au La Fayette en abattant un biplace allemand. Presque un an plus tard, le 6 avril 1917, les Etats-Unis entrent en guerre. L'armée américaine ayant besoin de pilotes expérimentés pour bâtir son aviation, l'escadrille La Fayette cesse d'exister dans sa forme originelle en février 1918 et devient officiellement le 103rd Aero-Squadron. Sur les 180 pilotes américains engagés, 62 tombèrent, dont 51 en combat aérien.

Sur Nieuport ou Spad, le La Fayette Flying Corps sera de tous les combats, de la bataille de la Somme à Verdun, il totalisera 199 victoires officielles.

L'histoire de cette escadrille ne s'arrête pas là. L'aviation française reprendra rapidement le nom et les traditions du La Fayette, et notamment son célèbre insigne : la tête de Sioux. Le dessin, esquissé par le mécanicien Suchet et peaufiné par le pilote Harold Willis, sera choisi par le capitaine Thénault comme insigne de l'escadrille. Symbole de combativité et de courage, jamais la tête d'Indien ne quittera la fuselage des appareils français.

Ainsi après avoir participé à la deuxième guerre mondiale, été engagé en Indochine puis en Algérie, le La Fayette reviendra-t-il à Luxeuil en 1961 avec son nom définitif « Escadron de chasse 2/4 La Fayette ». Pendant ce temps drapeaux, insignes et fanions ont été transmis d'unité en unité, marquant un lien entre les pionniers de la Grande Guerre et l'actuelle armée de l'air.

Au sein de l'escadron, doté aujourd'hui de Mirage 2000N qui ■■■



95 ans d'histoire





BRUNO BIASUITO/DICOD



G. BOUSSUGE/ICPAD

A gauche : Garde américaine lors de la cérémonie du souvenir au Mémorial de Marnes-la-Coquette. A droite : Retour de mission pour les pilotes américains à Luxeuil.

« L'escadron reste avant tout le porte-drapeau de l'amitié franco-américaine »

■ ■ ■ assure la permanence de la dissuasion nucléaire, les traditions sont toujours extrêmement vivantes, que ce soit à travers la remise des insignes ou lors de rencontres avec les anciens. « Elles représentent le ciment entre les différentes spécificités du personnel » note le lieutenant-colonel Leverrier, ancien commandant du 2/4. Le général Creux, commandant du 2/4 en 1993, évoque « un escadron où l'ambiance y est particulière, avec un supplément d'âme ».

Sur la base aérienne, chaque mur rappelle le passé glorieux des chasseurs : plaque commémorative, victoires de l'unité, objets d'époque... Un passé qui résonne même hors du cadre de l'enceinte militaire. Car entre les Luxoviens et le 2/4, c'est une relation sans faille qui s'est établie au fil du temps. Le pilote américain Kiffin Rockwell est d'ailleurs inhumé dans le cimetière de la ville. « Les membres de l'escadron font partie de la famille. Ils participent à nos manifestations patriotiques et inversement nous allons

Le mémorial de l'escadrille

Afin de préserver le souvenir de cette fraternité d'armes, en 1923, un comité s'organise en France sous le nom de Memorial de l'Escadrille La Fayette. Une souscription franco-américaine permet d'ériger un monument à la mémoire de ces soldats à Marnes-la-Coquette, lequel fut inauguré le 4 juillet 1928 en présence du maréchal Foch, du ministre de la Guerre, M. Painlevé, et de Paul Doumer, alors président du Sénat. 68 pilotes américains sont enterrés dans la crypte aux côtés de leurs deux anciens commandants français, le général Brocard et le lieutenant-colonel Thenault. Tous les ans, le dernier dimanche de mai, une cérémonie se déroule au Mémorial. Elle est suivie d'un défilé aérien d'avions américains et français.

à leurs prises de commandement » témoigne le député-maire de Luxeuil, Michel Raison. Alors, à l'annonce de leur participation à l'opération de l'Otan menée en Libye, Unified Protector, l'homme explique avoir été partagé entre « un sentiment de fierté mais aussi d'inquiétude ».

Seize ans après leur dernier engagement, en Bosnie, les Mirage 2000N du La Fayette – qui peuvent également tirer des munitions air-sol conventionnelles – sont de retour en opération. « Cet engagement a été un moment très fort, une source de motivation qui a poussé les équipages à faire de l'excellent travail », confie le lieutenant-colonel M., commandant du 2/4 La Fayette déployé en ce moment même sur la base de La Sude, en Crète. « Nous avons montré que nous étions à la hauteur. » Comme un clin d'œil à l'histoire, le La Fayette est engagé aux côtés d'aéronefs américains dans le ciel libyen.

Car l'escadron reste avant tout le porte-drapeau de l'amitié franco-américaine. « Ces pilotes ont su sceller une alliance indéfectible entre les deux pays », souligne le général Mark A. Welsh III, commandant des forces aériennes américaines en Europe. Aux Etats-Unis aussi, l'aura de l'escadron est très forte. « J'ai eu la chance de commander le premier détachement de Mirage 2000 qui participait à l'exercice Red Flag. Cet entraînement, qui se déroulait à partir de la base aérienne de Nellis, dans le Nevada, a duré cinq semaines. Notre patch La Fayette a indéniablement facilité les rapprochements avec les équipages américains », se souvient le général Creux.

Le souvenir de ces premiers as de guerre a ainsi traversé les générations; c'est ainsi que l'esprit de ces volontaires, la combativité, le courage et la solidarité demeurent présents dans les armées de l'air française et américaine. A l'été 2011, le 2/4 La Fayette sera transféré sur la base d'Istres. La ville de Luxeuil s'est déjà portée candidate pour être marraine de l'escadron après son déménagement. Histoire et traditions seront bien gardées. ■

Samantha Lille

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Reportage

Les anges gardie

Pas de décollage ni d'appontage sur le porte-avions sans qu'ils ne soient fin prêts... Les hélicoptères Pedro, comme on les appelle, surveillent les manœuvres en vol. Spécialistes du sauvetage en pleine mer, ils se tiennent prêts à intervenir au cas où un pilote s'éjecterait. A bord du « Charles-de-Gaulle » ils sont une trentaine, mécaniciens compris. Dont un pilote de l'armée de terre française et un Américain, pour favoriser l'interarmisation et les interventions dans un cadre interalliés.



MARINE NATIONALE (IMAGE D'ARCHIVE)

Premiers en l'air et derniers posés, ils se tiennent prêts de jour comme de nuit à récupérer un pilote de l'aéronaval qui se serait éjecté en pleine mer. On les appelle les Pedro, du nom du pilote d'hélicoptère américain qui aurait réalisé la première mission de sauvetage au profit d'un avion embarqué pendant la guerre de Corée, dans les années 1950. C'est un détachement de la flottille 35F de la base d'aéronautique navale de Hyères, spécialisée dans les missions de sauvetage en mer, qui opère au sein de la Task Force 473, la force aéromaritime française déployée au large de la Libye dans

le cadre de la résolution 1973 des Nations unies. Sur le *Charles-de-Gaulle*, six pilotes, trois treuillistes et trois plongeurs assurent cette mission à bord d'une Alouette III et de deux Dauphin Pedro, tandis que la maintenance et la mise en œuvre des appareils est effectuée par 27 techniciens. Parmi les effectifs, un pilote de l'armée de terre et un pilote de l'US Navy ont rejoint la flottille afin de partager les savoir-faire des personnels volants et d'optimiser les collaborations interarmées et interalliées. L'hélicoptère Pedro est indispensable aux avions du groupe aéronaval embarqué : Rafale Marine, Super Etendard Modernisé, Hawkeye. A chaque

ns du Charles-de-Gaulle



A chaque départ ou retour des avions du groupe aéronaval embarqué, le Pedro décolle pour surveiller la manœuvre.

départ ou retour d'avions, il décolle pour surveiller les manœuvres. « Les avions peuvent rentrer de mission à court de carburant ou endommagés par un tir ennemi, précise le lieutenant de vaisseau Jérôme D., chef de détachement et pilote à la 35F. Sans compter que les pannes ou les avaries peuvent rendre l'appontage délicat. » Entre chaque pontée, le Pedro reste d'alerte sur le pont d'envol. « L'équipage en vol est constitué de trois personnes, explique l'enseigne de vaisseau Jérôme R., officier vol à la flottille 35F. A bord de l'Alouette III il y a un commandant de bord, un plongeur et un mécanicien opérateur en vol, le treuilliste. Dans le Dauphin, il y a

un copilote en plus. Chaque équipage travaille cinq heures maximum. » Pour maintenir le rythme, trois équipes travaillent en alternance sur des créneaux variables en fonction des pontées des avions. « Le plus difficile, c'est la nuit, ajoute le lieutenant de vaisseau Jérôme D. On a une ambiance sonore et lumineuse faible. On se parle dans l'hélicoptère ou, quand il n'y a pas d'avions pendant une vingtaine de minutes en l'air, on en profite pour s'entraîner à répéter la procédure à suivre en cas d'éjection. »

L'éjection d'un pilote reste heureusement très rare. « Plongeur hélico depuis 1999, j'ai porté assistance à environ cent trente ■■■

Trois équipes travaillent en alternance, en fonction des pontées, à bord d'une Alouette III et de deux Dauphin.



MARINE NATIONALE (IMAGE D'ARCHIVE)

« La nuit, on n'a pas de références extérieures et pour tenir le stationnaire au-dessus de la mer, on vole aux instruments. »

■ ■ ■ personnes lors de plans de secours Orsec, d'évacuations sanitaires ou d'accidents de plongée, explique le maître Régis O., pilote hélicoptère à la flottille. Je n'ai pas eu à intervenir sur le Charles-de-Gaulle. Le danger sur ce genre de mission, c'est surtout la routine : parfois certains vols sont très longs, et pourtant il faut toujours se tenir prêt à intervenir. »

Le capitaine Alexandre G. est pilote de Gazelle dans l'armée de terre. Détaché au sein de la marine depuis 2008, il est chef de bord sur Alouette III et copilote sur Dauphin Pedro : « Les pilotes de l'Aviation légère de l'armée de terre (Alat) sont de plus en plus amenés à travailler avec la marine, à faire des appontages, notamment lors de déploiements sur des bâtiments de projection et de commandement (BPC) ou des bâtiments amphibies de transport de

chaland de débarquement (TCD). Or, être pilote d'hélicoptère de l'aéronavale ne s'improvise pas. Voler en mer est très technique, poursuit le capitaine. Dans l'armée de terre, la nuit, les déplacements se font à 90 % du temps sous jumelles de vision nocturne (JVN). On a des repères au sol. Ici, la nuit, on n'a pas de références extérieures, et pour tenir le stationnaire au-dessus de la mer, on vole aux instruments. Il faut donc être formé et acquérir de l'expérience, comme je le fais ici. En échange, je sensibilise les pilotes Marine à "nos" difficultés, comme le poser poussière dans les zones désertiques. »

Echange d'expériences encore, avec la présence du lieutenant américain Phil H. qui a rejoint la flottille depuis dix-huit mois. Sur Harmattan, beaucoup d'opérations se font conjointement avec la Navy aux côtés du porte-avions américain. « Les méthodes d'intervention française et américaine se valent, mais diffèrent un peu, précise maître Régis O. Dans la marine française le plongeur est hélitreuillé, alors que chez les Américains, il saute directement à l'eau. » Les marines française et américaine peuvent ainsi mieux connaître leurs différences et l'interaction entre les deux armées s'en trouve facilitée.

Pour tenir la mission sur la durée, chacun doit être attentif à l'autre. « Au bout d'un mois ou deux la fatigue s'accumule et les coups de gueule peuvent arriver, note le chef de détachement. On a besoin qu'il y ait une bonne ambiance, en vol et avec les techniciens, et que les équipes soient soudées. Et c'est le cas dans la flottille 35F ! »

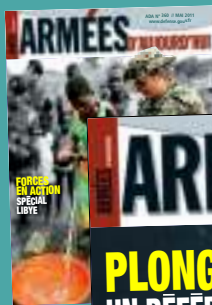
Un Américain à la flottille 35F

Pilote d'hélicoptère SH-60 Sea Hawk, dans la marine américaine, le lieutenant Phil H. a rejoint la flottille 35F il y a dix-huit mois, où il est copilote sur Dauphin essentiellement. « Il y a beaucoup de différences avec le SH-60 américain. Le Dauphin est plus léger, plus petit, mais un peu plus manœuvrable que le SH-60 que je pilote habituellement. Mais, surtout, le rotor des hélicoptères français tourne dans l'autre sens, et donc pour les palonniers, par exemple, tout est inversé. »

■
Eléonore Krempff



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

Normal Spécial* France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI





Le ciel
cambésien
a accueilli
15 nations
de l'Alliance
atlantique
durant deux
semaines.

Nato Tiger Meet à Cambrai

Soixante-dix des meilleurs pilotes de l'Otan aux commandes de leur chasseur à l'emblème du tigre se sont « affrontés » dans le cadre du célèbre exercice de l'Alliance.

Plus de 70 aéronefs décorés d'impressions tigrées se sont donné rendez-vous le 15 mai, sur le tarmac de Cambrai, pour la Cinquantième édition du Nato Tiger Meet. A cette occasion, le ciel cambrésien devient un terrain de jeu pour une quinzaine de nations de l'Alliance atlantique, et ce en dépit des forces engagées en Libye et en Afghanistan. La renommée de ce rassemblement et le nombre de nations engagées font de cet exercice interarmées et interalliés le plus important d'Europe. Impératif pour y participer : avoir un tigre ou un félin pour emblème d'escadron.

Pendant une dizaine de jours, la base accueille plus de mille hôtes étrangers sur un campement monté pour l'évènement. Durant le meeting, les escadrons effectuent environ 1 000 sorties opérationnelles pour s'exercer à la défense aérienne, au bombardement d'objectifs au sol, à la recherche, au sauvetage...

Cette aventure dure depuis un demi-siècle. Elle est née sur la base américaine de Woodbridge, en Angleterre avec pour devise « *Hard to be humble* »*. Les premiers Tigres au nombre de trois, représentaient les forces aériennes des Etat-Unis, du Royaume-Uni et de la France. La première édition qui date du 19 juillet 1961, avait pris pour insigne le Tigre, prédateur redoutable et chasseur par excellence. Les objectifs initiaux, à savoir la promotion de la solidarité entre les membres de l'Otan, la recherche et le maintien de liens entre le personnel des pays, et le développement d'une meilleure interopérabilité au sein de l'Alliance sont restés inchangés.

Cette Cinquantième édition du Tiger Meet a vu les F-16 portugais remporter le Silver Tiger Trophy. C'était également la dernière sortie de l'escadron français 1/12 « Cambrésis » dont la dissolution est programmée en juillet. Cependant, le flambeau sera repris par l'escadron 05.330 « Côte d'argent » ou encore la flottille 11F, lors des prochaines éditions. ■

*Fort pour être humble

Mandat interarmées pour la Cephismer

Sécurité, matériels, procédures... la Cellule plongée humaine et intervention sous la mer (Cephismer) fait désormais profiter les trois armées de son expertise, auparavant cantonnées à la marine nationale.

Experte auprès de la marine pour ses 1 600 plongeurs, la Cellule plongée humaine et intervention sous la mer (Cephismer) étend désormais ses compétences au profit de l'interarmées. Le chef d'état-major des armées (Cema) a ainsi voulu que la Cephismer, basée à Toulon, devienne le référent pour les plongeurs des trois armées et de la gendarmerie dans les domaines de la réglementation, de l'entraînement, et des équipements. « Les spécialistes plongée des armées se sont rendu compte depuis plusieurs années qu'il fallait harmoniser la réglementation en interarmées. Déjà, une commission se réunissait tous les ans entre armées pour parler de la formation souligne le capitaine de frégate Natorg, chef de la Cephismer. En 2007, les experts de la plongée militaire ont estimé qu'une autorité devrait piloter l'ensemble des ■■■





**Les missions
actuelles de
Cephismer serviront
de base à
l'interarmisement des
procédures de
plongée et
d'acquisition de
matériel.**



■ ■ ■ *dossiers, non pour imposer un point de vue unique mais pour créer un socle commun et améliorer le fonctionnement. »*

Un projet de mandat est proposé dès 2009. Il apparaissait logique de confier le pilotage des actions plongée à une cellule experte avec une autorité interarmées. « *Après ça, tout est allé très vite, la première réunion de travail a eu lieu à la mi-décembre 2010, et le 4 mars dernier la Cephismer a été mandatée* », rappelle son commandant.

L'organisation de la cellule ne va pas s'en trouver bouleversée pour autant. Elle continuera de s'appuyer sur son savoir-faire pour exercer ce mandat. « *La Cephismer, c'est actuellement 45 personnes, dont 8 officiers et 25 plongeurs d'essais. Trois sections*

travaillent au profit de la préparation des forces et une section opérationnelle dite "intervention sous la mer" est susceptible d'être projetée pour porter secours à un sous-marin en détresse par exemple », confie le commandant Nastorg. *Un renfort en provenance des autres armées devrait à terme se mettre en place et gonfler les rangs de la Cephismer. »*

Maintenues, les missions actuelles serviront de base à l'« inter-armisation ». La cellule continue par exemple d'établir la réglementation sur les consignes de plongée. Mais elle devra désormais mettre en place un socle de réglementation commun et donc l'harmoniser. Auparavant, chaque armée établissait la sienne en s'inspirant de l'instruction sur la plongée autonome

Fille des « Mousquemers »

La Cellule plongée humaine et intervention sous la mer est née en 1943 de la rencontre de trois personnes : le lieutenant de vaisseau Philippe Tailliez, l'enseigne de vaisseau Jacques-Yves Cousteau et l'ingénieur Frédéric Dumas. On les surnommera les « Mousquemers ». « *C'était toute une équipe d'officiers de marine, d'ingénieurs, de pharmaciens, de médecins, de techniciens. Tous*

travaillaient ensemble. Ils ont testé des appareils qui ont aidé au développement de la plongée militaire, puis civile », raconte le médecin en chef Peny, responsable du pôle santé de la cellule. Leurs recherches ont notamment abouti à la mise au point d'un détendeur de plongée qui contribuera au développement de la plongée autonome.

Tout en conservant sa section opérationnelle, (l'intervention sur un sous-marin en détresse), la Cephismer devra harmoniser les procédures et la réglementation de plongée pour toutes les armées.



CYNTHIA GLOCK / DICOD

« Si nous constatons l'existence d'un matériel plus sûr, nous pouvons lancer un programme d'acquisition qui profitera à toutes les unités de plongée des armées. »

(IPA) en vigueur dans la marine pour l'adapter à son armée. Côté matériel, la Cephismer participera systématiquement aux procédures d'acquisitions des unités, comme elle le faisait jusqu'ici pour la marine. Les unités exprimaient leurs besoins à la cellule, qui travaillait ensuite avec le Service logistique de la marine (SLM). Celui-ci lançait un appel d'offres. Désormais, les besoins sont étudiés par la Cephismer qui recherche s'ils sont partagés par d'autres entités. Le dossier est ensuite transmis au SLM pour traitement, le financement restant à charge des utilisateurs. Par ailleurs, la veille technologique qu'elle effectue bénéficiera à l'ensemble des armées. « Si nous constatons l'existence d'un matériel plus sûr, nous pouvons lancer un programme d'acquisition qui profitera à toutes les unités de plongée des armées », indique le capitaine de frégate Vatbois, en charge de ce volet. Un autre volet de l'interarmisation consistera « d'adapter les notices d'emploi fournies par les industriels à une utilisation opérationnelle ». Pour ce qui relève de la formation, les plongeurs des armées effectuent leur apprentissage initial à l'École de plongée de Saint-Mandrier (Var). Ils se spécialisent ensuite et sont entraînés par leur armée. Comme elle le fait pour les plongeurs de la marine nationale, la Cephismer « pourra, à la demande, participer au contrôle des unités employant des plongeurs autres que ceux de la marine », précise le capitaine de corvette Ortegat, en charge du contrôle de la formation et des audits.

L'audit fait en effet partie de ses missions courantes, elle en effectue une centaine chaque année. « A cette occasion, les matériels, mais également les carnets de plongée sont vérifiés pour s'assurer que tout est à jour. Pour réaliser les audits dans les unités des différentes armées, il faudra nous assurer du renfort de leur personnel, qui seront ainsi plus légitimes pour les mener », ajoute le capitaine de corvette Ortegat. Dernier volet de l'« interarmisation », les travaux de la section études santé. Celle-ci, composée d'un médecin-chef et de deux infirmiers plongeur hyperbaristes (IPH), établissent les tables de décompression qui fixent la vitesse de remontée du plongeur en fonction du mélange respiratoire utilisé. Leurs travaux bénéficieront à toutes les armées. Cette section a en charge tout ce qui concerne la sécurité des plongées, que ce soit au centre hyperbare ou en mer. « Notre travail, c'est aussi faire évoluer tout ce qui relève de l'instruction, de la politique d'emploi des appareils, voire d'aider à en développer de nouveaux », précise le médecin en chef Peny. Quant aux instructions, elles n'étaient pas toujours applicables aux autres armées mais, à terme, « les plongeurs utiliseront les mêmes procédures et le même matériel », se félicite le médecin en chef. Le passage en interarmée va faciliter la circulation de l'information, aussi bien pour nos recherches, que pour les retours d'expérience. » ■

Barthélemy Gruot



Cette année, plusieurs ministères se sont joints à la campagne itinérante de celui de la Défense.

Pour atteindre les objectifs fixés par le Plan Handicap de la Défense, la Direction des ressources humaines du ministère organise chaque année une campagne itinérante de sensibilisation du personnel sur les difficultés d'intégration des agents handicapés. Avec à la clef de très bons résultats...

Handicap :

La Défense fait campagne

Une structure mobile de 400 m² se déplaçant à travers la France à la rencontre des agents de la fonction publique pour les sensibiliser au handicap, en les mettant en situation dans des ateliers... Cette campagne est organisée à l'initiative de la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense (SGA/DRH-MD). Pour la troisième édition de cette campagne itinérante de formation et d'information sur le handicap (CIFIH), les services du Premier ministre, les ministères de la Justice et des Libertés, de la Culture et de la Communication se sont joints à la Défense. Ils partagent ainsi leur expérience en matière de recrutement et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.

La CIFIH fait partie d'une politique volontariste menée par la Défense à travers le Plan Handicap 2009-2011. Réalisé par la DRH-MD, il fixe les objectifs du ministère en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées. A l'instar des entreprises et de la fonction publique, le ministère est tenu d'employer 6 % de travailleurs handicapés et autres bénéficiaires de l'obligation d'emploi. « *En termes de recrutement, le plan va au-delà des prescriptions gouvernementales. Près de 550 personnes en situation de handicap ont été recrutées depuis janvier 2007* », souligne Anne-Marie Le Verche, déléguée nationale handicap du ministère de la Défense et des Anciens Combattants. Actuellement, la Défense fait figure de bon élève, puisque le taux d'emploi des bénéficiaires de l'obligation d'emploi avoisine 6,04 %.

« *La CIFIH a été conçue pour communiquer avec tous les agents, militaires et civils, de la Défense pour les mobiliser sur la question du handicap, notamment sur la garantie que les personnes handicapées seront intégrées durablement* », explique Anne-Marie Le Verche.

Pour l'employeur comme pour l'agent, la déclaration du handicap suscite des réticences. Les représentations qui lui sont associées sont porteuses de préjugés. « *Le handicap ne concerne pas seulement les personnes présentant des défi-*

ciences apparentes, comme les personnes en fauteuil, continue Anne-Marie Le Verche. D'autres, nombreux, comme l'épilepsie ou le diabète sont invisibles pour l'entourage professionnel. » Les personnes en situation de handicap ne sentent pas toujours concernées par cette déclaration ou craignent d'être stigmatisées. « *Il me semble important de souligner que la prise en compte du handicap dans la vie professionnelle des agents permet d'éviter des situations très dégradées et des constats d'inaptitude, assure Anne-Marie Le Verche. Transverse, la politique du handicap concerne de*

nombreux acteurs RH, de prévention et médicaux sociaux. L'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées sont de la responsabilité des ressources humaines et des chefs des agents concernés. Ce n'est pas une politique d'urgence consistant à prendre des mesures ponctuelles, c'est une politique dont les actions doivent être planifiées, particulièrement en matière de formation et d'information.

« La campagne a été conçue pour communiquer avec tous les agents, militaires et civils de la Défense, pour les mobiliser sur le handicap. »

« *Depuis le début de la CIFIH (2009), les demandes d'aménagement de poste ont augmenté de 40 %.* »

A l'occasion de cette campagne itinérante, Anne-Marie Le Verche et son équipe rencontrent de nombreux militaires en situation de handicap qui viennent leur demander des informations. « *Quand un militaire est blessé dans le cadre de son service, il n'est pas rare que son chef de corps lui propose de le garder au sein de son régiment en lui trouvant un*

L'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap au ministère (au centre), passe par une sensibilisation de tous les acteurs de l'Institution. C'est l'objectif de cette 3^e édition de la campagne itinérante de formation et d'information sur le handicap.



CIFIH



BRUNO BIASUITTO/DICOD



CIFIH

■ ■ ■ *pose de le garder au sein de son régiment en lui trouvant un poste approprié, explique Anne-Marie Le Verche. Ils doivent savoir aussi que le ministère offre systématiquement un emploi civil si le handicap conduit à une inaptitude aux emplois militaires.* » Chaque année, 15 à 20 militaires reconus handicapés sont recrutés en qualité de personnel civil au titre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Ils peuvent ainsi prétendre à un recrutement civil en qualité de fonctionnaire dans la fonction publique.

Plan Handicap : insertion et emploi

Le Plan Handicap 2009-2011 du ministère de la Défense et des Anciens Combattants fixe les objectifs du ministère en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Ce plan s'articule autour de huit thèmes : le recrutement, l'aménagement des postes de travail, la formation, la sensibilisation et l'information, l'accès au patrimoine bâti, l'accueil des jeunes en situation de handicap, les liens avec les structures de travail protégé et adapté et enfin les restructurations. Un nouveau plan est déjà en préparation pour la période 2012-2014.

Mais il existe d'autres cas de figure. « *Un militaire qui se blesse le week-end ou qui déclare une maladie handicapante doit se faire reconnaître travailleur handicapé, insiste Anne-Marie Le Verche. Un militaire blessé en service reçoit une pension militaire d'invalidité et bénéficie d'emblée du droit à l'obligation d'emploi. Ce n'est pas le cas pour un militaire qui se blesse hors service. Il est indispensable que ce dernier se fasse reconnaître travailleur handicapé.* »

Certains militaires blessés ont du mal à franchir le pas et à se lancer dans les procédures pour être reconnus travailleurs handicapés. Ils ont une image faussée du mot 'handicap'. Souvent, ils ne sont pas prêts car, pour eux, handicap signifie ne plus être projetable, ne plus porter d'uniforme... Il faut alors arriver à redonner aux choses leur vraie valeur, sans pour autant dire que le handicap, ce n'est pas grave.

Le handicap ne doit plus faire peur. « *Nous sommes tous potentiellement des personnes handicapées, nous nous devons de rendre tout accessible à tous. C'est une question d'éthique et d'égalité des chances* », conclut Anne-Marie Le Verche.

Carine Bobbera

Pour plus d'info : <http://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/ressources-humaines/handicap/travailleurs-handicapes>

Vous êtes **ADMISSIBLE**
à un **CONCOURS...**



Préparez-vous à distance à l'entretien oral avec notre **méthode simplifiée** et ses **exercices auto correctifs**

Formule classique ou e-learning

www.revue-d-etudes.fr
Tél. : 01 57 14 05 70

Inscription dès maintenant, contactez-nous !

Les cours de la Revue d'Etudes, partenaire du Ministère de la Défense depuis près de 100 ans, vous mèneront au succès !



20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-d-etudes.fr



Vous souhaitez vous entraîner en dehors de la préparation officielle

PROCHAIN
CONCOURS
DE L'ÉCOLE
DE GUERRE...



Mettez toutes les chances de votre côté et inscrivez-vous à notre préparation qui **début fin juin 2011...**

www.revue-d-etudes.fr
Tél. : 01 57 14 05 70

Formule classique ou e-learning au choix

Faites confiance à la Revue d'Etudes qui organise ces préparations à distance depuis près de 100 ans !



20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-d-etudes.fr



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

ANNE-LISE LLOUQUET ET CARINE BOBBERA

19/05 LE MINISTRE DE LA DÉFENSE À LA 11^e BRIGADE PARACHUTISTE

Avant le départ d'une partie de ses hommes pour l'Afghanistan, la 11^e brigade parachutiste a présenté à Pau ses capacités opérationnelles à Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, accompagné pour l'occasion du général Elrick Irastorza, chef d'état-major de l'armée de terre. La brigade des forces spéciales Terre (BFST) participait aussi à cette démonstration visant à

mettre en valeur leur savoir-faire en matière d'évacuation de ressortissants et de contre-terrorisme. Forte de 8500 soldats, la 11^e brigade parachutiste est une unité à dominante infanterie spécialisée dans le combat aéroporté et l'assaut par air. Elle compte huit régiments de l'armée de terre. Une partie de ses hommes assurera la relève d'unités de la Task Force La Fayette.



O. DUBOIS/ARMÉE DE TERRE/ETAP



EMA/ARMÉE DE L'AIR

12/05 LE CEMA RENCONTRE LES MILITAIRES FRANÇAIS À LA SUDE

Le chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud, s'est rendu sur la base aérienne grecque de La Sude qui accueille un détachement français de l'armée de l'air depuis le 25 mars pour apporter son soutien aux militaires français dans le cadre de l'opération de l'Otan Unified Protector en Libye. Il a assisté au briefing des pilotes et a rencontré les états-majors du

groupe aéronaval (GAN) et du porte-avions *Charles-de-Gaulle* en relâche opérationnelle à La Sude. Lors de cette visite, le Cema a aussi pu s'entretenir avec son homologue qatarien pour évoquer la collaboration étroite entre les deux pays. Des Mirage 2000-5 – quatre français et six qatariens – patrouillent ensemble dans le ciel libyen depuis leur installation en Crète.

20-26/06 49^e SALON DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'ESPACE DU BOURGET

Le Salon international de l'aéronautique et de l'espace (SIAE) de Paris-Le Bourget ouvrira ses portes du 20 au 26 juin 2011. Lors de cette biennale de l'aéronautique internationale, le ministère de la Défense sera présent sur un espace institutionnel intitulé « opérationnels ensemble ». Ce stand mettra à l'honneur des aéronefs de l'armée de l'air, de l'armée

de terre et de la marine nationale. Des matériels et des innovations technologiques seront aussi présentés en lien étroit avec la direction générale de l'armement (DGA). Le salon sera ouvert du lundi au dimanche de 9 h 30 à 18 h. Les journées du 24 au 26 juin sont réservées au grand public. L'entrée est gratuite pour les militaires en tenue.



ALAIN ERNOULT/ERNOULT.COM



T. MUNICH/ARMÉE DE TERRE/EMA

03/05 LA FRANCE INVITÉE D'HONNEUR AU WINDSOR CASTLE ROYAL TATTOO

Des délégations de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la marine nationale et de la gendarmerie nationale ont participé au spectacle *Windsor Castle Royal Tattoo* dans les jardins privés du château de Windsor en Grande-Bretagne. Ce spectacle nocturne, présidé pour la quatrième année par Sa Majesté la Reine Elizabeth II, a fait découvrir au public

britannique les forces armées au travers de tableaux dynamiques, musicaux et équestres. La participation de la France, invitée d'honneur de la Grande-Bretagne cette année, faisait suite au sommet franco-britannique du 2 novembre 2010, lors duquel un important traité bilatéral de coopération en matière de défense a été signé.

21/05 LE CHEF DE L'ETAT EN RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

Venu assister à la cérémonie d'investiture du président ivoirien, Alassane Ouattara, le chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, s'est rendu au camp militaire français de Port-Bouët, à Abidjan. Il s'est adressé à la communauté française et a salué le travail « *admirable [...] tout au long des événements* » des soldats de la Force Licorne. « *Ils ont accompli avec professionnalisme, avec*

dévouement et avec humanité les missions qui leur étaient confiées. Je veux leur dire qu'ils ont fait honneur à notre armée et je leur exprime, en notre nom à tous, la plus vive reconnaissance de la nation », a déclaré le Président devant une communauté française venue nombreuse pour exprimer sa gratitude aux soldats de la Force Licorne.



EMA/ARMEE DE TERRE

17/05 GÉRARD LONGUET EN VISITE EN POLOGNE

Au programme de la visite du ministre de la Défense et des Anciens Combattants : la préparation de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne qui débutera le 1^{er} juillet prochain, et l'engagement de l'Union en Afghanistan. La France et la Pologne partagent le même objectif de relance de l'Europe de la défense, l'une des théma-

tiques prioritaires de la présidence polonaise à venir. Gérard Longuet et ses interlocuteurs ont beaucoup évoqué l'Afghanistan. A l'instar de la France, la Pologne constitue l'un des principaux contributeurs sur ce théâtre, avec 2 600 soldats déployés. Elle a sous sa responsabilité la sécurité de la province de Ghazni depuis novembre 2008.



R. PELLEGRINO/ECPAD



SÉNAT

26/05 UNE JOURNÉE D'ÉTUDES AU SÉNAT POUR LE TOURISME DE MÉMOIRE

L'engouement des Français pour l'histoire des deux guerres mondiales a fait évoluer les pratiques touristiques. Leurs conséquences économiques sont au cœur des préoccupations des acteurs régionaux et locaux. Elles ont fait l'objet de premières assises du tourisme de mémoire au Sénat, à l'initiative de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives

(SGA/DMPA). Placée sous le haut patronage du président du Sénat Gérard Larcher du ministre de la Défense et des Anciens Combattants Gérard Longuet, et de Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé notamment du Tourisme, cette rencontre a donné la parole aux professionnels du tourisme, à des historiens, parties prenantes du tourisme de mémoire.



ARMÉE DE L'AIR

21-22/05 L'ÉCOLE DES PUPILLES DE L'AIR À 70 ANS

Créée en 1941, l'EPA 749 « Elève Jacques Lorenzi » de Grenoble vient de célébrer ses 70 ans. Cet établissement scolaire abrite un collège, un lycée et des classes préparatoires. Pour marquer cette date anniversaire, l'école a organisé plusieurs manifestations comme une exposition des peintres de l'air et des photographes aéro-

nautiques et une cérémonie militaire présidée par le chef d'état-major de l'armée de l'air, Jean-Paul Paloméros. Le lendemain, les invités ont pu assister à un meeting aérien en présence de la Patrouille de France et des Cartouche doré. Seul collège-lycée de l'armée de l'air, l'EPA est l'un des six établissements scolaires de la Défense.



LES JEUNES ET LA DÉFENSE

Au sein d'une nation, l'armée et la jeunesse ont besoin l'une de l'autre. La suspension de l'appel sous les drapeaux en 1997 a pu faire passer ce lien au second plan. La conscription constituait jusque alors un facteur de brassage de jeunes Français de tous horizons et origines, mais aussi pour certains une période de formation. Comment, dès lors, maintenir ce lien capital ?

Avec plus de 20000 jeunes recrutés par an le ministère de la Défense est devenu un important pourvoyeur d'emplois. Il a renforcé son rôle social avec le plan « égalité des chances » en aidant des jeunes, souvent issus de milieux défavorisés, à s'intégrer dans la société. Il a mis en place un parcours de citoyenneté en instaurant une Journée Défense et Citoyenneté (ex-JAPD).

La Défense a également innové et exploré de nouveaux domaines. En lançant les « classes défense globale », un projet original né dans le Sud de la France. Mais aussi en créant une page destinée aux 15-24 ans sur son site Internet et en faisant son entrée sur Facebook.

Plutôt que de dresser un état exhaustif des actions du ministère, *Armées d'aujourd'hui* a choisi de montrer comment la Défense s'adressait à la jeunesse. En rencontrant enseignants et personnels du ministère, et en écoutant ce que ces jeunes – du CE2 aux étudiants de Master ! – avaient à en dire.

Dossier piloté par Samantha Lille

Général Patrick de Rousiers, président de la Commission armées-jeunesse

« La jeunesse, si nous n'allons pas vers elle,

Organisme consultatif, la Commission armées-jeunesse (CAJ) a été créée en 1955 pour favoriser les relations entre le monde de la défense et les jeunes. Se voulant un centre de réflexion, elle rassemble, à travers leurs représentants, des associations (sportives, étudiantes, de parents d'élèves, mouvements de scoutisme...), des syndicats professionnels, quelle que soit leur sensibilité, ainsi que les ministères en charge de la jeunesse et de grandes administrations. Son président actuel, le général Patrick de Rousiers, évoque ici les liens qu'entretiennent aujourd'hui les militaires et les jeunes ainsi que les missions de ce lieu de dialogue.

Quelles nécessités y a-t-il aujourd'hui pour la Défense de s'adresser aux jeunes ?

Vis-à-vis de la jeunesse, la Défense doit poursuivre aujourd'hui trois buts principaux. Elle doit d'abord faire en sorte que, en tant que citoyens ou futurs citoyens, les jeunes comprennent ce que représente la défense et qu'ils puissent l'appréhender dans son ensemble. A cet égard, je me plais à citer le général De Gaulle : « *La défense est la première raison d'être d'un Etat, il ne peut y manquer sans se détruire lui-même.* »

La Défense doit aussi contribuer activement à la solidarité nationale. Le ministère est ainsi pleinement engagé dans le plan Egalité des chances. Résultant d'une politique interministérielle initiée en 2007, ce plan mobilise tous les services de l'Etat pour permettre aux jeunes, particulièrement ceux issus de milieux modestes, de progresser dans la société. Un chargé de mission a été spécialement mis en place, il s'agit actuellement du général Levé.

Enfin, nous sommes par construction un ministère jeune et avons donc besoin de recruter, il faut donc présenter aux jeunes l'étendue de nos métiers.

Pourquoi faut-il absolument préserver le lien armées-jeunesse ?

Si nous n'allons pas vers la jeunesse, elle ne viendra pas vers nous. Or c'est d'elle qu'émergeront les acteurs qui plus tard prendront des décisions majeures. Nous sommes là pour lui

rappeler l'importance du devoir de mémoire, essentiel à la construction de leur avenir. La jeunesse doit aussi se sentir concernée par ce qui se passe à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. C'est pourquoi il est important qu'elle comprenne les missions effectuées par les militaires. La jeunesse doit pouvoir appréhender ce qui se fait en Afghanistan, en Libye et dans les Balkans, ce que signifie le plan Vigipirate ou encore connaître notre action en Guyane dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage clandestin... Enfin, elle doit savoir que nos actions ne se limitent pas au recrutement mais que nous pouvons aussi l'aider dans ses projets de vie. Ce devoir d'explication est primordial, car il va lui permettre de développer peu à peu son esprit de défense.

A ce propos, comment définiriez-vous « l'esprit de défense » ?

Avoir l'esprit de défense, c'est être conscient que la garantie de la sécurité est indispensable, mais que pour autant on ne peut pas l'assurer seul. Au-delà, c'est aussi avoir la perception du groupe, de la nation dans laquelle on vit, et qui peut être exposée à des menaces. C'est comprendre les valeurs qui nous font rester solidaires et qui méritent que l'autorité politique, et par là chaque citoyen, décide parfois d'engager la force jusqu'au sacrifice ultime de certains de ses enfants.

Comment la Commission travaille-t-elle ?

Les membres de la Commission se répartissent en trois groupes. Chacun se réunit une fois par mois pour creuser un thème de réflexion proposé par le ministre de la Défense.

« Nous sommes par construction un ministère jeune et avons donc besoin de recruter. »

Actuellement, le groupe « réflexion » planche sur le devoir de mémoire et le sens de la tradition nationale : Comment, de nos jours, faire participer les jeunes à nos traditions militaires pour que le devoir de mémoire perdure ?

Le groupe « actualité », pour sa part, travaille sur le moyen de sensibiliser la jeunesse à la réserve. Il s'agit là d'imaginer une politique incitant les jeunes à intégrer la réserve, qu'elle soit opérationnelle ou citoyenne. Enfin, le groupe « événement » envisage d'organiser, en 2012, une rencontre entre futurs jeunes dirigeants (politiques, syndicaux ou économiques) et jeunes officiers. Ensemble, ils pourront ainsi réfléchir sur l'esprit de défense et sur la

elle ne viendra pas vers nous »

responsabilité des dirigeants dans ce domaine. Par ailleurs, la CAJ récompense chaque année par un prix les organismes militaires qui ont contribué à renforcer les relations entre la jeunesse et les armées. Elle est aussi à l'initiative des Journées sport armées-jeunesse. Ces rencontres sont l'occasion pour les unités militaires d'organiser des échanges sportifs avec les jeunes.

Enfin, l'organisme gère également les stages « CAJ ». Ceux-ci sont proposés sur l'ensemble du territoire français et permettent à de jeunes étudiants de découvrir le monde de la défense pendant une à plusieurs semaines.

Concernant la CAJ, quelles sont vos priorités ?

Tout d'abord prendre en compte la diversité des acteurs qui sont parties prenantes dans les réflexions de la Commission afin d'améliorer leur collaboration. Bien sûr, communiquer sur nos actions, nous faire connaître du plus grand nombre.

Je souhaite également que la CAJ propose de nouvelles idées qui pourront être mises en place dans le cadre du plan Egali-

té des chances, que des initiatives naissent dans toutes les régions, que des projets puissent être ouverts à tous, et pas seulement dans les grandes villes. L'action de la Commission doit rayonner. Enfin, nous devons essayer de mettre en place des dispositifs efficaces afin de garder le contact avec les jeunes après leur Journée défense et citoyenneté (JDC) car malheureusement, après ce passage obligé, ils se déconnectent du monde de la défense. ■

Propos recueillis par Samantha Lille

« La Défense doit faire en sorte que, en tant que citoyens ou futurs citoyens, les jeunes comprennent ce qu'elle représente et qu'ils puissent l'appréhender dans son ensemble. »



La « classe défense globale », une

« **P**our combien de temps êtes-vous partis ? — Nous sommes partis il y a cinq semaines. Nous rentrerons en décembre. Cela fera environ trois mois. — Où vous trouvez-vous actuellement ? — Dans l'océan Atlantique, plus exactement dans le golfe de Guinée, au sud du Libéria. — Que ressentez-vous lorsque vous partez longtemps en mer ? — D'abord, le sentiment d'être seul et bien petit au milieu de l'Océan. Ensuite, celui de pouvoir se livrer à sa passion, car les journées sont bien remplies, le temps passe vite et cela fait oublier qu'on est loin de sa famille, de ses amis... Une grande joie, aussi : l'ambiance du bord est formidable pendant les missions, tout l'équipage se serre les coudes dans les moments difficiles et l'on découvre d'autres facettes des personnes avec lesquelles on travaille au quotidien... »

Après de nombreux échanges de mails comme celui-ci durant plusieurs mois, les élèves d'une classe de 5^e du collège Henri-Wallon de La Seyne-sur-Mer, près de Toulon (Var), et les marins du *Siroco* peuvent enfin mettre des visages sur des noms. S'ils peuvent se rencontrer aujourd'hui, c'est dans le cadre de la « classe défense globale », une idée née spontanément en septembre 2007 dans leur collège, situé alors en zone d'éducation prioritaire. « Attention, la défense globale n'est pas réductible à sa dimension militaire. On y parle également de défense économique, culturelle et environnementale », précise Christine Faller, qui a porté ce projet. Pour cette professeure d'histoire-géographie, l'idée était d'aborder les problématiques de défense et de sécurité dans un cadre transdisciplinaire. « Moyen de lutter contre l'échec scolaire, ce projet est aussi une façon de donner plus de cohérence aux activités liées à la mémoire et au travail de réflexion sur les valeurs républicaines. »

Ce projet s'est concrétisé grâce à un partenariat pluriannuel mis en place avec l'équipage du *Siroco*, qui s'est prolongé sous forme électronique quand le bâtiment est parti en opération. Et chaque lundi depuis le début de l'année les vingt élèves de cette classe, tous volontaires, consacrent deux heures de leur temps à la défense globale, en plus des matières obligatoires.

Cahiers à la main, les collégiens s'installent dans la cafétéria du *Siroco*. Après quelques mots du commissaire du bâtiment, c'est au tour des élèves de se livrer à une présentation de leur classe, qu'ils ont préparée avec leurs enseignants. Du stress, mais aucun trou de mémoire n'est à déplorer. Par petits grou-

pes de deux ou trois, ils expliquent aux marins présents leur projet et les travaux déjà accomplis. Comme leur visite sur l'île du Levant, où ils ont découvert les anciens bagnes et le Centre d'essais de lancement de missiles (CELM). Les sorties sont préparées et sont toujours mises en relation avec leur programme. En français, ils ont étudié les récits de voyage des grands explorateurs – Marco Polo, Amerigo Vespucci ou Christophe Colomb. « C'est vraiment intéressant de pouvoir comparer ces récits avec vos carnets de bord », lance Sonia.

Là réside peut-être la clé de la réussite. Car sur le terrain le dispositif fonctionne. Les élèves apprennent autrement. Ceux qui passent habituellement pour agités parviennent à canaliser leur énergie et à se passionner pour le projet. « Dans cette classe, le taux d'absentéisme est quasi nul et il règne un très bel esprit de cohésion », se félicite Laetitia Bouthéon, professeure de français.

La visite des collégiens ne laisse pas une minute de répit à l'équipage. Au fur et à mesure que les élèves s'engouffrent dans le bâtiment, les questions fusent. Du nombre de femmes embarquées à la manipulation du sextant, sans oublier le traditionnel « Comment faites-vous quand le commandant est malade ? », les collégiens ne laissent rien échapper. Les marins se plient à l'exercice, non sans un certain plaisir. « Ces sorties sont l'occasion de leur faire découvrir notre monde, notre vie, de leur expliquer nos missions, confie l'enseigne de vaisseau Meunier. Et puis, on sait que ce type de visite a un fort impact sur l'imaginaire des enfants. »

De leur côté, les collégiens sont conscients de leur chance. « Rentrer dans l'arsenal n'est pas permis à tout le monde, il faut en profiter », commente Alvin. Alors pas question d'oublier l'incontournable photo souvenir sur le fauteuil du « Pacha », en passerelle.

A la Délégation au rayonnement et à l'image de la marine-Méditerranée, on soutient ce genre d'initiative. Il s'agit non seulement de rappeler l'importance stratégique de la mer et l'intérêt de disposer d'une marine nationale forte, mais également de rapprocher l'institution des jeunes. « Nous allons bientôt arriver à une génération d'enfants dont le père n'aura pas fait son service militaire et ne pourra pas raconter ses souvenirs d'armée. Il faut donc trouver d'autres moyens de préserver le lien entre le monde militaire et la jeunesse », fait obs-

**Née
à La Seyne-sur-
Mer, l'idée pourrait être
étendue à toute la France :
redonner le goût
d'apprendre et travailler
sur les valeurs
républicaines.**

autre manière d'apprendre

erver le capitaine de frégate Jourdié, Délégué au rayonnement.

Actuellement, cinq établissements sont dotés d'une classe défense et sécurité globale (quatre dans le Var et un dans les Alpes-Maritimes), trois autres sont intéressés et ont commencé à installer le dispositif. Ces classes sont d'ailleurs fortement soutenues par le recteur de l'académie de Nice et une convention cadre a été signée entre les ministères de la Défense et de l'Education nationale afin qu'elles fassent l'objet d'une expérimentation nationale. Le programme n'a pas vocation à faire de ces collégiens des engagés, mais cette expérience peut leur donner un aperçu des métiers et des formations de la Défense. « Deux de mes élèves qui avaient suivi une 3^e défense globale en 2008-2009 ont intégré l'Ecole des mousses. Leur niveau était très faible, mais elles ont eu le courage de quitter leur famille pour Brest. Aujourd'hui, elles sont

Des élèves du collège Henri-Wallon, à La Seyne-sur-Mer, ont échangé des courriels durant plusieurs mois avec l'équipage du « Siroco » pendant une mission.

ravies. Toutes les deux étaient affectées sur le bâtiment de projection et de commandement (BPC) Mistral », raconte Mme Fallier.

L'après-midi s'achève avec une présentation de l'opération Séisme Haïti 2010, à laquelle le *Siroco* a participé. A 16 h 30, les élèves repartent avec des images plein la tête et beaucoup de photos. De quoi leur inspirer des articles pour leur journal, *Quartier Berthe*.

■
Samantha Lille



L'Histo



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

**DU CM1
au Master,
des centaines
de jeunes
partent à
la découverte
des archives
de l'ECPAD.**

ire par l'image

« **C**omment s'appelle cet appareil ? » interroge Magdalena Mazaraki chargée des actions culturelles et pédagogiques à l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD), en pointant un cinématographe. Des doigts se lèvent, mais les élèves n'ont qu'une envie : voir de près cet ancêtre de la caméra. Le temps d'une journée, cette classe de CM1 de l'école primaire Suresnes (Paris 18^e) va pénétrer les épaisses murailles du fort d'Ivry.

Héritier des sections de reportage, créées en 1915, l'ECPAD, établissement public administratif sous tutelle du ministère de la Défense, est une agence d'images de référence et un centre de production audiovisuelle de premier plan. Il collecte, préserve et valorise des photos et vidéos qui témoignent de l'actualité de la défense. Chaque année, des centaines de jeunes, du CE2 au Master, partent à la découverte des 4 millions de clichés et 23 500 titres de films répertoriés. Ils peuvent ainsi voir en images les grands conflits du xx^e siècle et suivre l'évolution des techniques photographiques et cinématographiques.

A peine arrivés, les CM1 de l'école Suresnes s'émerveillent. « *Je suis votre mémoire, comme une ombre accrochée à vous-même* », assène la voix *off* dans la salle de projection. Le court-métrage retrace la progression du travail des photographes et

cameramen du cinéma des armées au fil des années. Habituellement bavards, les enfants sont captivés par ces images qui les emmènent dans un passé qu'ils ne connaissent pas. « *Quand on regarde le film, on ressent la souffrance des gens pendant la guerre* », explique Victoria, du haut de ses 9 ans. Dans les ateliers de restauration et conservation, les yeux sont tout aussi écarquillés. Les enfants mesurent toute la complexité du

travail nécessaire pour préserver les supports abîmés par le temps mais aussi l'importance de cette mission de sauvegarde du patrimoine. Bobines et photographies seront ensuite numérisées et mises à la disposition du public.

Cette journée, c'est aussi l'occasion d'aborder des thèmes beaucoup plus contemporains, comme le fonctionnement des équipes de tournage en opérations extérieures. Le dialogue s'instaure alors avec l'officier image et un photographe. « *A qui envoyez-vous les images ?*

Que choisissez-vous de filmer ? Pouvez-vous tout montrer ? » A côté des deux militaires, leur équipement :

casque lourd, gilet pare-balles, téléobjectifs ou moyens de transmission satellitaire piquent la curiosité des élèves.

En quelques heures, cette classe a parcouru les recoins de la mémoire de l'armée française pour remonter jusqu'à son présent et ses engagements actuels. Une première rencontre avec le monde de la défense. ■

Samantha Lille

Des centaines de jeunes, du CE2 au Master, partent chaque année à la découverte des archives de l'ECPAD. Visite avec la classe d'une école primaire...

La politique publique de la mémoire

La direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) élabore et promeut la politique publique de la mémoire des conflits contemporains. Elle intervient dans toutes les actions destinées à transmettre les valeurs qui fondent l'unité nationale et défendent les principes démocratiques.

Le bureau des actions pédagogiques et de l'information (BAPI) définit et met en œuvre la politique éducative à travers diverses opérations et de multiples partenariats, notamment avec l'Office national des anciens combattants et des associations

Ces actions donnent lieu à la production d'outils pédagogiques (ouvrages, catalogues d'expositions prêtés aux établissements scolaires...) ou à l'organisation de concours destinés aux jeunes, tel le Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD). Le bureau finance aussi des projets dans le cadre d'une commission mixte avec l'Éducation nationale. Chaque année, près de 300 projets sont réalisés par des établissements scolaires, surtout dans le cadre de visites de lieux de mémoire (Verdun, plages du Débarquement en Normandie, Auschwitz, ...).

IHEDN : de jeunes au

Les applaudissements sont nourris. Ce soir-là, ils sont beaucoup à n'avoir pas eu le temps de poser leurs questions. A la tribune : Alain Chouet, ancien responsable du renseignement de sécurité à la DGSE. Il fait partie de ces personnalités que l'Association nationale des auditeurs jeunes de l'Institut des hautes études de défense nationale (ANAJ-IHEDN) convie à intervenir à ses conférences. A ses côtés, la présidente de l'association, Alexia Goloubtsoff. « Ces événements sont l'occasion de faire parler, de manière très ouverte, des experts qu'il est difficile de côtoyer au quotidien, explique-t-elle. Ces connaisseurs viennent avec plaisir car ils savent qu'ils s'adressent à un public qui rassemble peut-être les décideurs de demain. C'est pour eux la possibilité de faire passer des messages essentiels. »

La jeune consultante en communication est à l'image de son association : dynamique. Particulièrement active, l'ANAJ rassemble des adultes de moins de 35 ans ayant approché le monde de la défense lors d'une formation (voir encadré) dispensée par l'IHEDN. Avec près de 1 500 membres, elle est la

première association française de jeunes dans le domaine de la défense et de la sécurité. Ses adhérents proviennent d'horizons divers. Enseignants, ingénieurs, juristes, commerciaux, élus ou militaires, ils sont étudiants ou déjà salariés. « Nous sommes là pour transmettre la culture de défense, pour jeter des ponts entre différentes sphères, précise Clémence Philippon, secrétaire générale de l'association. Notre rôle est d'entretenir le sens large du mot défense car sa définition ne s'arrête pas au monde kaki ou marine. On parle aussi de sécurité informatique, d'aéronautique ou d'intelligence économique... »

Pour servir ses objectifs, l'ANAJ organise tout au long de l'année différentes activités : visites de sites d'installations sensibles, dîner-débats, conférences... La plupart de ces événements sont gratuits et ouverts au public. Très investis, les membres du comité directeur sont en permanence à la recherche d'intervenants prestigieux ou de nouvelles idées. Résultat : l'engouement est au rendez-vous et, pour la plupart des conférences du cycle « renseignement », de nombreuses personnes sont inscrites sur liste d'attente. Depuis deux

Réunis en association, près de 1 500 jeunes adultes ayant reçu une formation de l'Institut multiplient les activités autour de la culture de défense.

L'Institut des hautes études de défense nationale

Fondé en 1936 par l'amiral Castex, l'IHEDN est un établissement public administratif placé sous tutelle du Premier ministre. L'Institut forme de hauts responsables, civils et militaires, aux questions de défense, dans une vision dépassant le strict cadre militaire.

Au fil des années, l'IHEDN s'est adapté à la nature de la guerre et à ses exigences. Aux sessions nationales se sont ajoutées des sessions en région (1954), des sessions internationales (1980), des séminaires jeunes (1996), des cycles d'intelligence économique (1995) et des séminaires ciblés.

Quatre types de formations « jeunes »

- Les séminaires jeunes : une soixantaine d'étudiants et de professionnels de 18 à 30 ans, réunis pendant une semaine en internat, sont sensibilisés aux enjeux de demain et aux défis de la défense.

- Les séminaires cohésion nationale et citoyenneté : des acteurs sociaux et de jeunes élus de quartiers difficiles mènent une réflexion collective, à la recherche de mesures pour renforcer le sentiment d'appartenance à la Nation.

- Les séminaires Master 2 « Sécurité-Défense » : des étudiants de 3^e cycle de défense, Master 2 ou assimilés, complètent leur enseignement par une information et une réflexion directes sur les questions de défense.

- Les séminaires grandes écoles : une centaine d'élèves des écoles militaires d'officiers, des grands corps d'Etat ainsi que des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs se rencontrent et réfléchissent sur les problématiques et les enjeux de la défense.

diteurs proactifs

ou trois ans l'association fait la promotion de ses actions sur Internet, notamment à travers Facebook, Viadeo ou Twitter. Mais elle profite également du maillage de l'IHEDN. « *Beaucoup de personnes découvrent nos activités parce qu'un ami les y a conviées et se prennent au jeu, raconte Alexia. On les incite à en parler autour d'eux.* »

La force de l'association, c'est son implantation au niveau local. Elle dispose de délégués régionaux qui animent des rencontres jeunes et qui ont pour mission d'organiser des manifestations « de même envergure » qu'à Paris.

Pôle évènementiel, l'ANAJ se veut aussi un centre de réflexion. Des commissions rassemblent des auditeurs jeunes autour d'un thème. Les adhérents choisissent librement les comités d'étude dont ils veulent être les acteurs en fonction de leurs cen-

tres d'intérêt. De « l'armée du futur » à la « lutte contre la cyber criminalité », les problématiques sont éclectiques. L'assiduité à ces commissions peut constituer un tremplin utile pour le parcours professionnel de ces futurs décideurs. « *La jeunesse est de plus en plus mobile, note Clémence Philippon. Aujourd'hui, personne ne sait où il sera dans cinq ans. Il est donc nécessaire de s'ouvrir à d'autres horizons.* »

L'IHEDN est une marque de fabrique, une référence pour beaucoup d'interlocuteurs. « 48^e session Marly 2005, 51^e session Saint-Maixent 2006 », ainsi se présentent beaucoup d'auditeurs. Qui considèrent, toujours dans l'optique de « développer un esprit de défense », qu'il est du rôle de l'ANAJ de faire connaître les séminaires que propose l'Institut.

■
Samantha Lille

Issus de tous les horizons, ils se rassemblent au sein de l'Association des auditeurs jeunes de l'IHEDN.



Défense : Elodie rép

« **D**evenir fan », « publier un commentaire », « écrire sur le mur »... La Défense a adopté récemment ce langage si familier aux jeunes qui fréquentent Internet. Au mois de janvier, le ministère a étendu sa présence sur la Toile. En instaurant le dispositif « Parlons Défense », il entend améliorer sa communication auprès des 15-24 ans. Celui-ci s'articule autour de deux espaces complémentaires : le sous-site « Jeunes » du portail de la Défense et une page Facebook spécifique « Parlons Défense », tous deux issus d'un travail de réflexion mené par la Délégation à l'information et à la communication de défense (Dicod).

« *Beaucoup de jeunes ont des préjugés sur le monde militaire. Notre mission est de leur faire prendre conscience de l'importance de la Défense pour leur avenir* », explique l'enseignante de vaisseau Sulpice, chargée d'études au département Stratégie de la Dicod. « *C'est un public d'une importance primordiale qui exerce de l'influence. C'est à cet âge qu'ils forment leur opinion. Les institutions se doivent donc d'être à leur contact* », ajoute Nicolas Vanbremeersch, directeur de Spintank, l'agence de conseil en charge de la conception et de la réalisation de ce projet.

Face à une population très sollicitée et adepte des nouveaux moyens d'information, il a fallu s'adapter. Avec des codes graphiques et éditoriaux personnalisés, le sous-site « Jeunes » propose des dossiers pédagogiques et des articles de synthèse enrichis de liens. Ces liens les renverront ensuite sur des contenus plus étoffés sur le portail.

La page Facebook « Parlons Défense », quant à elle, veut favoriser la création d'une communauté d'internautes et faciliter les discussions entre ses membres. « *Nous voulions aller au-delà de la simple diffusion de communiqués de presse et privilégier les échanges* », souligne Nicolas Vanbremeersch. Et pour animer les débats, l'équipe « Parlons Défense » apparaîtra sous les traits d'Elodie, une animatrice virtuelle. « *Les jeunes arrivent plus facilement à parler à une jeune femme. De plus, Elodie fait partie des prénoms les plus choisis dans les années 90, ce qui cor-*

respond aux années de naissance de notre cible », précise la chargée d'études.

Le réseau social est devenu une étape obligée pour ceux qui veulent s'adresser aux jeunes. En moyenne, ils consacrent une heure par jour à l'entretien de leur page personnelle ; ils échangent des nouvelles, des liens ou des contenus. En optant pour Facebook, l'institution choisit l'espace communautaire de référence pour 80 % des jeunes. « *Notre objectif est de faire connaître nos actions à ceux qui témoignent de l'intérêt pour le monde de la Défense. Nous avons identifié 20 000 jeunes potentiellement intéressés par ces thématiques.* » Le sous-site et la page Facebook ont été conçus comme deux plates-formes miroirs. « *Pour nous, le parcours idéal consiste à aller sur Facebook, participer aux discussions et se diriger ensuite sur le site www.defense.gouv.fr/jeunes pour obtenir plus d'explications* », résume le directeur de Spintank.

**La
Défense a sauté le pas : depuis janvier, elle dialogue avec les jeunes sur Facebook par la voix d'une animatrice virtuelle répondant au nom d'Elodie...**

Afin de susciter en permanence l'intérêt des internautes, ces interfaces seront alimentées par différents types de contenus : des articles, bien sûr, mais également des photos, des vidéos et des quizz.

Ces nouveaux outils de communication sur Internet vont permettre de créer un lieu de dialogue et davantage de proximité avec les jeunes. Chaque mois, une thématique est traitée en détail, tous les jours, une nouvelle information sur la Défense sera postée.

La Journée Défense et Citoyenneté, les missions de la Défense, les parcours professionnels, les opérations extérieures sont autant de sujets qui ont été abordés depuis le lancement de l'opération. Les internautes peuvent alors réagir et poser des questions auxquelles le ministère répond

par le biais de son animatrice.

« *Aujourd'hui, les jeunes s'interrogent sur le monde militaire or, au lieu de se tourner vers notre site, ils privilégient les blogs ou les forums. Nous voulons inverser la tendance* », fait observer l'enseignante de vaisseau Sulpice, avant de poursuivre : « *Nous nous sommes adaptés à leurs codes*

Défensebook

La communauté Facebook de « Parlons Défense » s'élève aujourd'hui à près de 5 000 membres. 80 % des internautes sont âgés de 13 à 24 ans, et 24 % sont des femmes.

ond aux internautes

sans pour autant parler "djeun's", ce qui aurait été contre-productif, le but étant plutôt d'être accessible, pédagogique. »

Le choix de la marque « Parlons Défense » a été adopté dans cette optique : proposer une identité claire, facile à mémoriser, sans pour autant stigmatiser l'âge de la cible.

Pour atteindre ce public, plus question d'opter pour une logique de diffusion de masse mais, au contraire, de privilégier l'entretien d'un réseau. Plusieurs « ambassadeurs »

ont été identifiés, des internautes très intéressés par le monde militaire et qui se feront avocats des sujets de défense. Ils partageront ces contenus avec leurs amis qui eux-mêmes seront susceptibles de relayer l'information.

Par ailleurs, du 20 au 26 juin, la page Facebook « Parlons Défense » sera alimentée en direct du salon du Bourget. Ainsi, des chats seront organisés avec des animateurs présents sur le stand.

■
Samantha Lille

facebook

Adresse électronique

Garder ma session active

Inscription

Facebook vous permet de rester en contact et d'échanger avec les personnes qui vous entourent

Parlons Défense



Parlons Défense

J'aime

Organisme gouvernemental



Mur

Parlons Défense · Meilleures publications



Parlons Défense a ajouté 18 nouvelles photos à l'album Le plan Egalité des chances.



Le plan Egalité des chances

Pour finir la semaine voici quelques illustrations des actions du plan

Afficher la suite

vendredi, à 09:58 · J'aime · Commenter

Les cadets, premiers

La poignée de mains est franche, le regard pétillant. Amélie, 15 ans, fait partie de la troisième promotion des cadets de la Défense de l'École nationale des sous-officiers d'active (ENSOA) de Saint-Maixent et, dans sa tenue de cadette, elle n'est pas peu fière. Comme elle, cette année, ils sont une cinquantaine de jeunes à s'être inscrits au programme dans les Deux-Sèvres.

Intégré à la dynamique du plan Égalité des chances, le dispositif des cadets vise à favoriser localement la mixité sociale entre les jeunes et à leur faire découvrir le monde de la défense à travers des activités sportives, éducatives et civiques. Fondé sur le principe du volontariat, il associe le ministère de la Défense et les établissements

scolaires dans le cadre d'un partenariat avec les rectorats concernés. Agés de 14 à 16 ans, les collégiens sont accueillis hors temps scolaire une quinzaine de demi-journées par an au sein d'une unité, ici à l'ENSOA. Pour les suivre, des cadres militaires mais aussi des réservistes et des enseignants. Les activités qui leur sont proposées ne sont pas militaires. Elles visent seulement à les initier au savoir-être, à l'éthique civique et aux valeurs collectives qu'incarnent les armées. Leur programme pédagogique est divisé en quatre thématiques : « mémoire et patrimoine », « activités physiques et sportives », « civisme » et « découverte des métiers de la défense ». Tout au long de l'année scolaire ils ont ainsi pris part à des cérémonies militaires, pratiqué des sports collectifs ou indivi-

Fruit d'un partenariat avec des rectorats, le dispositif des cadets se propose d'enseigner le savoir-être et les valeurs collectives incarnées par les armées.

Le plan égalité des chances de la Défense

A travers leur action d'intégration et de promotion sociale, les armées ont toujours joué un rôle essentiel dans le domaine de la lutte contre l'exclusion. Le gouvernement a souhaité renforcer cette action en l'orientant davantage vers les jeunes des milieux défavorisés. C'est dans cet esprit qu'a été lancé, dès septembre 2007, le plan « égalité des chances » du ministère de la Défense. Il se décline en plusieurs actions articulées autour de deux principes : promouvoir et éduquer. Le parrainage de lycéens par des élèves des huit grandes écoles relevant du ministère de la Défense, l'ouverture des six lycées militaires aux élèves d'origine modeste et la création dans ces mêmes lycées de classes passerelles de préparation aux études supérieures illus-

trent la volonté du ministère de donner toute leur chance aux jeunes élèves méritants. D'autres dispositifs comme les cadets de la Défense, les périodes militaires d'initiation ou de perfectionnement, le dispositif Défense 2^e chance, les formations qualifiantes, les partenariats avec des organismes extérieurs, publics ou privés, qui développent des projets d'insertion sociale et professionnelle ; et l'action des réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté permettent à de nombreux jeunes de s'approprier les valeurs incarnées par les armées.

Centres ouverts au dispositif des cadets en 2011

40^e Régiment des transmissions, Thionville (57)

École d'application de l'aviation légère de l'armée de terre (EAALAT), Luc-en-Provence (83)
 École du Génie, Angers (49)
 ENSOA, Saint-Maixent (79)
 Écoles des transmissions, Cesson-Sévigné (35)
 Écoles militaires, Bourges (18)
 1^{er} Régiment de chasseurs, Thierville-sur-Meuse (55)
 Régiment d'infanterie-chars de marine, Poitiers (86)
 Centre d'instruction navale, Saint-Mandrier (83)
 Base navale, Fort-de-France (Martinique)
 Base aérienne 103, Cambrai (59)
 Base aérienne 105, Évreux (27)
 Base aérienne 367, Cayenne (Guyane)

pas vers la réussite

duels ou réfléchi au devoir de mémoire. Point d'orgue de leur formation, une participation aux Invalides à la remise de décorations faite par le général Irastorza, chef d'état-major de l'armée de terre, aux blessés d'Afghanistan. Avec en prime une visite au musée de l'Armée. Un moment fort et de très beaux souvenirs pour ces jeunes. « *Pendant la visite, on a pu non seulement approfondir nos connaissances en histoire, mais rencontrer de hauts responsables militaires. Ces personnes, en temps normal, nous ne les aurions jamais croisées* », raconte Guillaume, élève de 3^e.

Certains voulaient découvrir la réalité du monde militaire, d'autres étaient tout simplement curieux. Ces adolescents qui ne se connaissaient pas ont découvert ensemble de nouvelles valeurs. Pour Fanny, les cadets offre l'image « *d'un très bel esprit de cohésion* ». Une camarade évoque, elle, « *l'apprentissage du respect des autres, mais également de soi* ». Des leçons qu'ils pourront à leur tour transmettre à leurs camarades de collège. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs choisi de renouveler l'expérience et de porter la tenue des cadets une année supplémentaire.

Neuf collègues de la région sont partenaires du projet et les premiers bilans apparaissent très positifs. « *Cette expérience leur donne de l'assurance et les prépare à entrer dans le monde des adultes* », se félicite le proviseur du collège Jean-Vilar à La Crèche. Pour lui, le bon fonctionnement du projet est lié à l'implication de tous les partenaires. Militaires, corps enseignant et familles travaillent main dans la main.

« *Le cadet grandit plus vite qu'un élève "normal". Ici, nous le mettons en situation de réussite. Il est acteur de sa formation. Des élèves qui jusque-là étaient très timides, voire effacés se révèlent pendant les activités* », note le major Mousnier, chef de centre à Saint-Maixent. Le sous-officier a choisi de privilégier la méthode interactive avec ses jeunes. A chaque activité, ils sont force de proposition. « *Pour notre thématique développement durable, les enfants ont décidé d'aller planter un arbre, ce sont eux qui ont choisi la variété et l'emplacement.* »

A chaque déplacement ou cérémonie, les jeunes portent la tenue des cadets, qui leur est fournie, avec un insigne qu'ils ont eux-mêmes imaginé. Le petit dragon rouge symbolise la force et la vivacité du cadet avide de connaître le monde et de s'y faire une place. L'ellipse blanche représente sa vision, l'« œil » sur le monde qui l'entoure. L'écu, par défini-

tion, est protecteur. Le bleu étant souvent attribué aux débutants, il est aussi évoqué comme couleur protectrice et de paix. Enfin, en arrière-plan, la main et le glaive de l'ENSOA. Les cadets ont également une devise « S'élever » – car tous s'élèveront dans leur vie d'adulte – et un code d'honneur en douze points auquel ils doivent se conformer.

A l'issue de leur formation, les cadets participeront à un camp d'été de cinq jours.

Au menu : formation aux premiers secours, natation bivouac et un gala de clôture pendant lequel ils pourront montrer à leurs proches ce qu'ils ont retenu et appris pendant l'année. A cette occasion, ils recevront leur attestation de fin de cycle et le diplôme de prévention et secours civique (PSC1). ■

Samantha Lille

« Cette expérience leur donne de l'assurance et les prépare à entrer dans le monde adulte. »



Paroles de rés

Armée de l'air

Aurélié Maloszcyc - 25 ans

Etudiante en DUT technique de commercialisation. Réserviste depuis 2005 au Centre d'instruction et d'information des réservistes de l'armée de l'air. Aspirant.

C'est à force d'entendre tout et son contraire sur l'armée et les militaires que je me suis engagée en tant que réserviste. C'était en 2005, je voulais me faire ma propre idée. J'ai donc pris contact avec le centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA), qui m'a proposé de suivre une préparation militaire supérieur (PMS) pendant 3 semaines au 18^e Régiment de transmissions à Bretteville-sur-Odon (14). Ces trois semaines n'engagent à rien, on y apprend simplement les rudiments de la vie militaire. Le rythme est soutenu, on finit avec des courbatures et des bleus, mais l'expérience est enrichissante, surtout pour ce qui est de la vie en collectivité.

Malgré ma PMS dans l'armée de terre, c'est dans l'armée de l'air que je me suis engagée comme réserviste. Etant d'Amiens c'était plus facile pour moi d'un point de vu géographique. Après avoir suivi la formation militaire initiale des réservistes (FMIR), je me suis retrouvée aviateur de 2^e classe. Aujourd'hui, je suis aspirant au Centre d'instruction et d'information des réservistes de l'armée de l'air (CIRA). J'accueille les nouveaux venus, je fais le suivi de la formation.

La réserve m'a aidé à me connaître et à me dépasser.

Porter l'uniforme est un honneur. Les gens me parlent souvent

de ma vie militaire, c'est un bon moyen de véhiculer une image positive et de renforcer le lien armées-nation.



ARMÉE DE L'AIR

Armée de terre

Marc Grassioulet - 20 ans

Etudiant en 2^e année de relations internationales. Réserviste depuis 2011 au 7^e bataillon de chasseurs alpins. Chasseur.

Mon père était militaire de carrière. Mais c'est parce que j'avais envie de vivre ma propre expérience et de ne pas voir à travers les yeux des autres que j'ai franchi le pas. Après mes études, mon objectif est d'intégrer Saint-Cyr et de faire une partie de ma carrière dans l'armée de terre. La réserve est une bonne façon d'appréhender les contraintes qu'impose la vie militaire.

Pour m'engager, j'ai proposé ma candidature directement au 7^e bataillon de chasseurs alpins, je ne suis pas passé par le Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA).

Habitant en région parisienne, c'était un moyen de m'évader un peu, de changer

d'air et aussi de faire du sport. J'ai reçu

le dossier d'inscription quelques semaines plus tard. Après une petite enquête de sécurité et des tests d'aptitude, j'ai perçu mon paquetage et j'ai intégré le bataillon.

Pendant la formation que nous suivons au sein de l'unité, on fait du sport, on suit des cours de topographie, de transmissions. On découvre aussi la culture militaire. On est une vingtaine de jeunes à suivre ce programme. Du CAP au bac+5, les origines sociales sont diverses. On est là pour apprendre les mêmes choses, nous sommes tous à égalité. Personnellement, je trouve que la découverte de milieux sociaux différents est très enrichissante.



DR

Reservistes

Agés d'une vingtaine d'années, ils n'ont jamais fait de période militaire. Mais ils ont eu envie de se construire leur propre expérience du monde militaire. Témoignages.

Réserve opérationnelle ou citoyenne ?

Pour intégrer la réserve, il faut être de nationalité française, âgé de 17 ans au moins, être en règle au regard des obligations du service national (recensement, Journée défense et citoyenneté).

La réserve militaire opérationnelle a pour objet de renforcer les capacités militaires des forces armées. Les réservistes se voient confier les mêmes missions que les militaires d'active, à compétences égales,

sur le territoire national et en opérations extérieures. Ils consacrent de 20 à 30 jours par an à des missions au sein d'une unité, d'un état-major ou d'un service (essences, santé...).

La réserve militaire citoyenne cherche à entretenir l'esprit de défense et à renforcer le lien entre la nation et ses forces armées en recourant à des collaborateurs bénévoles dans certaines activités.

Notamment dans les actions de communication et de relations publiques, la contribution au devoir de mémoire, la reconversion des militaires...

Informations : contacter le centre d'information et de recrutement de l'armée qui vous intéresse .

Marine nationale

Diane Fredouille - 26 ans

Intérimaire en gestion et administration. Reserviste depuis 2009, aujourd'hui au service interarmées de la base de Creil. Matelot.



MARINE NATIONALE

Je suis entrée dans la marine en 2007, après avoir vu une publicité pour la préparation militaire supérieure (PMS). Durant cette initiation à la vie militaire, un commandant nous a parlé de la réserve et, en 2009, j'ai participé à la formation militaire initiale des réservistes de la marine (FMIR). J'ai enchaîné juste après avec mon premier contrat en tant que réserviste. J'ai été affectée dans ma spécialité : la gestion-administration. Je gère les permissions, les formations, le courrier... J'ai travaillé sur la base interarmées de Creil, mais aussi à la direction du commissariat de la marine et à l'état-major. Pour moi, qui travaille sur le même type de dossier dans le civil, cette double expérience est très enrichissante.

Dans l'armée, je retrouve des valeurs que j'apprécie : la cohésion, le dépassement de soi, le respect... Les gens sont beaucoup plus solidaires dans la marine. Même en n'étant que

réserviste, je me sens intégrée à l'équipe, que je compare à une petite famille. Certes, la hiérarchie est plus prononcée que dans le civil, mais je trouve que l'intégration s'en trouve facilitée, car on connaît précisément les tâches que l'on doit accomplir. Et à partir du moment où on accepte l'autorité, tout se passe bien. Cette expérience m'a beaucoup apporté au quotidien, notamment une certaine rigueur que je n'avais pas auparavant. J'aurais regretté de ne pas passer par là. Certaines personnes de mon entourage se sont étonnées que je m'engage. Quand elles ont vu l'importance que j'y attachais, elles ont compris ce que ça représentait pour moi. »

Propos recueillis par Barthélemy Guot

La journée pour la

Venus des quatre coins de la capitale et de banlieue, une centaine de jeunes gens se pressent devant la caserne de Reuilly, dans le 12^e arrondissement de Paris pour effectuer leur Journée Défense et Citoyenneté (JDC). Elle remplace depuis le 1^{er} janvier, la Journée d'appel et de préparation à la Défense (JAPD). La Direction du service national (DSN) a en effet refondé cette journée qui concerne chaque année depuis plus de dix ans 800 000 garçons et filles âgés de 18 à 25 ans. « Il convenait de moderniser la JAPD au regard des conclusions du Livre blanc et la centrer sur sa mission fondamentale : la sensibilisation des jeunes aux nouveaux enjeux de défense et de sécurité », explique le directeur

de la DSN, le général de Crémiers. La loi du 10 mars 2010 relative au service civique a entériné l'appellation Journée Défense et Citoyenneté pour souligner cet effort de modernisation.

La JAPD a fait peau neuve... Nouveaux supports de présentation, nouveaux contenus, elle fait place depuis janvier à la JDC, Journée Défense et Citoyenneté.

Le maître principal Frederic Dubois est l'un des animateurs de la journée au Centre du service national (CSN) de Reuilly. Ce réserviste, ancien officier-marinier d'active, anime les sessions de JAPD depuis 1998 : « Je me rappelle mes premières présentations. On arrivait avec un paquet de transparents qu'on projetait contre un mur blanc. J'avais l'impression d'être un professeur s'adressant à des élèves. » Les transparents ont disparu pour laisser place à une présentation Powerpoint fournie sur clé USB que les 11 000 animateurs de la JDC ont la possi-



Défense rajeunit

bilité d'actualiser. « On s'est aperçu que les supports de présentation pour la JAPD étaient dépassés techniquement. Aujourd'hui, les animateurs peuvent récupérer les derniers films et les dernières images des armées sur la plateforme Internet spéciale JDC pour construire leur intervention », explique le général de Crémiers. « L'avantage de ce support, c'est qu'on peut vraiment bien adapter notre propos selon l'actualité et l'endroit où se déroule la journée », constate le maître principal.

Dans la salle, les jeunes se prêtent volontiers au jeu, devenant eux aussi acteurs de la journée : « Pourquoi l'armée est-elle intervenue à Haïti ? », demande l'un d'eux après avoir vu une diapositive qui leur a été présentée. Pour sa part, Anaïs élève de terminale du lycée Ravel, à Paris, confie se sentir « plus détendue qu'en cours ». Second animateur de cette journée, le capitaine de corvette Elisabeth Cornieux estime que la JDC est « une journée idéale pour créer ou renforcer le lien armées-jeunesse ». Pour quelques-uns des jeunes gens présents, la JDC sera le point de départ d'un nouveau projet pour eux, mais pour la majorité, ce rendez-vous restera leur seul contact avec la Défense.

A chaque session de JDC, comme auparavant avec la JAPD, les participants répondent à un test élaboré par l'Education

nationale qui permet de repérer ceux dits en "difficulté" de lecture (DDL). Chaque année en moyenne, près de 80 000 jeunes sont ainsi détectés, dont 20 % sont déscolarisés. A l'issue du test effectué à la caserne de Reully, quatre garçons ont ainsi été détectés. Le maître principal Lepage les reçoit individuellement. « Mon rôle est de les orienter vers des structures d'accompagnement », explique-t-il. A chacun sa situation, à laquelle il convient de remédier en trouvant une

orientation vers les missions locales ou les établissements publics d'insertion de la défense (Evide). » Au terme de ces entretiens individuels, 14 000 jeunes acceptent d'être orientés vers ces missions, et plus de 10 000 dossiers sont transmis aux Evide.

Si elle permet de repérer les individus en difficulté, la JDC constitue aussi une occasion unique de présenter les métiers du ministère de la Défense et les possibilités de volontariat (service civique) : « Il y a plusieurs façons de s'engager pour servir la cause des autres », lance le capitaine de corvette Elisabeth Cornieux à son auditoire. L'armée est un de ces moyens, le service pour les causes humanitaires en est un autre. »

Dernier module de la JDC, l'initiation au secourisme. Par groupe de dix, filles et garçons se réunissent pour apprendre les gestes des premiers secours présentés par des professionnels de la Croix-Rouge. A la « position latérale de sécurité » et au massage cardiaque, déjà enseignés lors des JAPD, s'ajoute désormais la manipulation du défibrillateur. Grâce à ce module de secourisme dispensé depuis 2004, on estime que 5 millions de Français connaissent les premiers gestes de secours.

Fin de journée à la caserne de Paris. Les élèves sont invités à évaluer individuellement le déroulement de la journée ainsi que le contact avec les militaires. C'est l'occasion aussi pour eux de poser les dernières questions aux animateurs. Des interrogations plus personnelles, le plus souvent : « Que pensez-vous du conflit en Afghanistan ? Y êtes-vous déjà allé ? »

Souvent simples, ces questions, amènent des réponses tout aussi franches de la part des militaires sur le sens de leur engagement. Et ce n'est donc sans doute pas le fruit du hasard si, en moyenne, quatre jeunes sur cinq concluent la journée en ayant une meilleure image de la Défense. ■

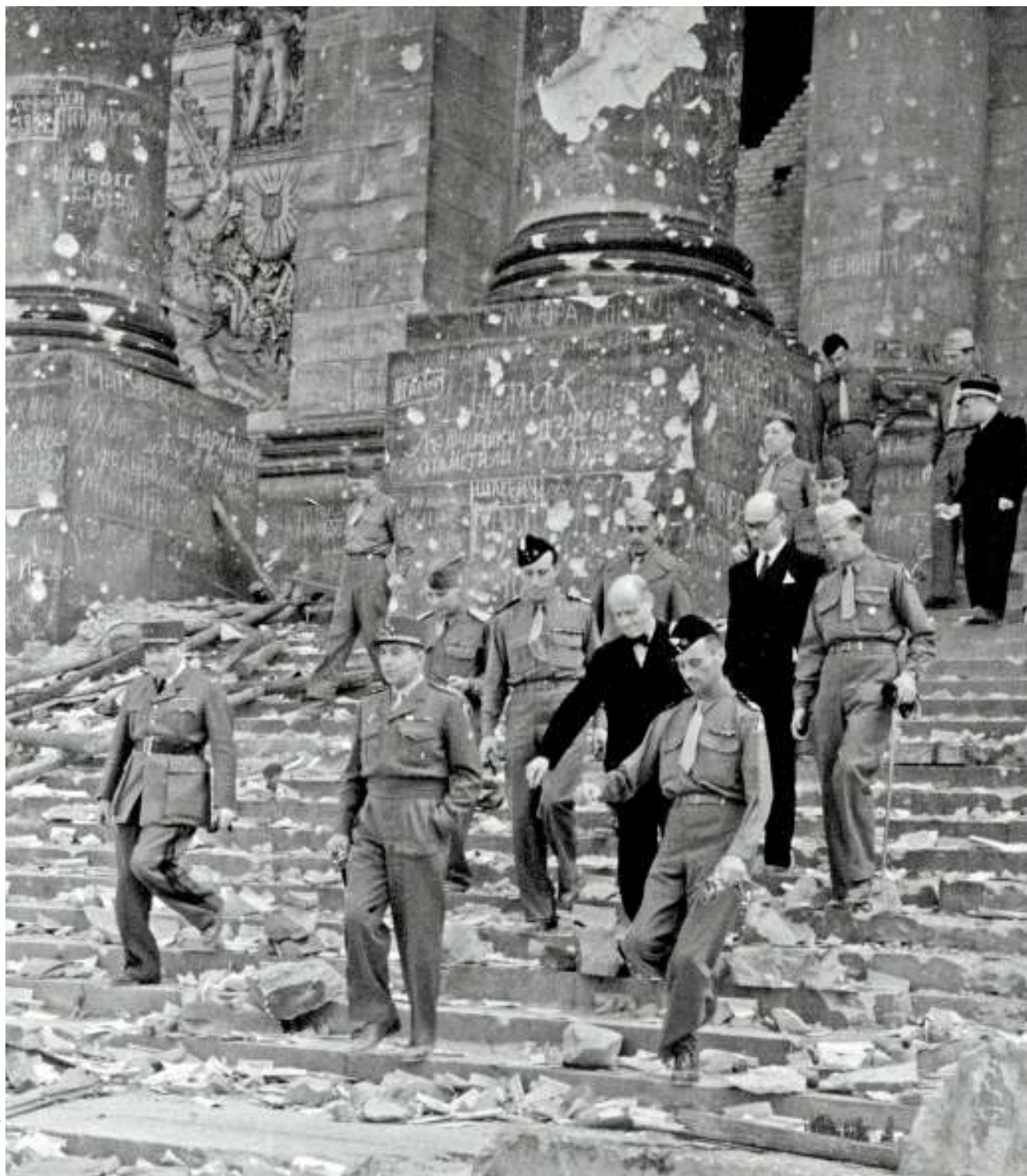
Paul Hessenbruch

Pour la majorité des jeunes, ce rendez-vous restera le seul contact avec la Défense.

Recensement en ligne

Dans le cadre de la modernisation de l'Etat, la Direction du service national s'est engagée à faire évoluer la JDC, notamment par la procédure de l'e-recensement via mon.service-public.fr. Le but étant de permettre à chaque personne de recevoir sa convocation en ligne. « Un important effort budgétaire a déjà été réalisé pour la JDC, avec une réduction du budget annuel par jeunes d'environ 30 euros par rapport à celui de la JAPD », conclut le directeur.

En moyenne le budget d'une JDC par jeune s'élève à environ 160 euros.



V. VERDU / ECPAD

Berlin, juin 1945 : le général de Lattre de Tassigny sort du Reichstag en ruine

Le 5 juin 1945, le général de Lattre de Tassigny représentait la France à la réunion de la Commission de contrôle interalliés chargée d'administrer l'Allemagne. Américains, Français, Anglais et Soviétiques décidèrent que l'Allemagne serait divisée en quatre zones d'occupation et que Berlin serait administrée par un gouvernement interalliés. C'est lors de ce séjour dans la capitale allemande que le général, accompagné de personnalités civiles et militaires, s'est rendu dans les monuments frappés par les bombardements alliés : porte de Brandebourg, Reichstag...

Stratégie : les limites du culturalisme

La culture stratégique renvoie au patrimoine théorique et à l'histoire d'un pays. Mais le concept contient son antidote : empirisme et refus du dogmatisme. A manier avec prudence...

Un concept permettant de mieux comprendre les ressorts profonds de la stratégie s'est progressivement imposé à la faveur de la guerre froide et de la dissuasion nucléaire, bien que son appréhension empirique soit beaucoup plus ancienne : celui de culture stratégique. Le milieu culturel nourri par les pratiques traditionnelles et les habitudes de pensée est désormais perçu comme un facteur déterminant du comportement et des choix stratégiques dans une aire de civilisation ou dans un pays donnés. La culture stratégique se réfère donc non seulement à un patrimoine théorique – l'œuvre des stratégestes –, mais aussi à une expérience stratégique constituée par l'histoire des décisions prises par les stratèges. Elle implique l'étude des pratiques militaires, mais aussi politiques, diplomatiques, économiques. A cet égard, la position géopolitique, les relations internationales, l'idéologie et la culture politique, la culture militaire (l'histoire, les traditions et l'éducation), les relations civilo-militaires, l'organisation bureaucratique, l'armement et la technologie militaire sont généralement considérés comme les principaux facteurs déterminants.

En France, l'attention des spécialistes s'est focalisée sur certaines cultures straté-

giques. Celle des Etats-Unis, avec son culte de la puissance de feu et des technologies de pointe, la recherche systématique de l'anéantissement de l'adversaire et de sa capitulation sans conditions ; celle de la Russie, qui privilégie la puissance terrestre et les manœuvres en profondeur de la cavalerie ou des blindés ; celle de la Chine, minorant le combat et

le recours à la force au profit de la mobilité et de la désinformation pour conserver l'initiative de l'engagement ou du non-engagement ; celle du Japon, qui a longtemps valorisé la figure du guerrier et ses valeurs traditionnelles, mais se caractérise aussi par sa capacité d'adaptation pragmatique aux circonstances ; et, bien sûr, la culture stratégique française, que l'on sait particulièrement attachée – tout au moins au niveau politico-stratégique – à l'indépendance, à l'universalisme, au

maintien du rang, à la défense et à la dissuasion.

Arme à double tranchant, le concept de culture stratégique doit être manié avec précaution. Il permet certes de mieux appréhender et peut-être d'anticiper les choix et les réactions de l'adversaire. Il contribue à nuancer une perception trop comptable ou trop technique du rapport de forces en l'humanisant. Il fournit des clés permettant de mieux se représenter l'identité et l'altérité. Mais il risque aussi de conduire à une surévaluation du facteur culturel dans l'analyse des stratégies et des tactiques militaires, dont l'empirisme et le refus du dogmatisme offrent précisément les meilleures garanties d'efficacité.

Amalgames

C'est l'un des principaux pièges du culturalisme. Si l'on ne se soucie pas de les étudier sans préjugé ni caricature, dans le temps comme dans l'espace, les cultures stratégiques, réduites à quelques traits nationaux ou régionaux hâtivement brossés, tendent à occulter les innombrables formes d'échanges et de transferts dont elles se nourrissent pourtant. « *Aucune culture n'est seule, nous rappelle Claude Lévi-Strauss, elle est toujours donnée en coalition avec d'autres cultures [...]* » Faut-il également appliquer le concept à une échelle régionale ou continentale, en justifiant une culture stratégique européenne, arabo-musulmane, asiatique, africaine... ? On peut toujours dégager quelques caractéristiques communes aux pays de ces différents ensembles, mais en s'exposant à de regrettables amalgames.

Averti de ces dangers, l'explorateur des cultures stratégiques – un concept qui porte en lui son propre antidote – ne saurait renoncer à investir les espaces inconnus encore si nombreux. ■



CHRISTOPHE FIARD/DICOD

PIERRE JOURNAUD
chargé d'études à l'Institut de recherches
stratégiques de l'Ecole militaire (Irsem).

Trois questions au lieutenant Nicolas Barthe, auteur de *Engagé**
Chef de section au 21^e Régiment d'infanterie de marine, il publie un témoignage poignant sur le sens de son engagement.

Vous avez été en mission au Kosovo et en Afghanistan. Et vous écrivez... J'écris des carnets de voyage depuis mon adolescence. Lors de ma première mission au Kosovo, j'ai fait un journal de marche. J'ai continué en Guyane. Puis on m'a proposé de faire un livre avec l'écrivain reporter Alexandre Kauffmann sur l'engagement militaire.

Je me suis porté

volontaire pour ce défi passionnant. Après vos études à Sciences-Po Paris, vous vous engagez dans l'Armée. Pourquoi?

A 20 ans, j'étais déjà sûr de mon choix. Mais les places sont rares et les candidatures nombreuses. Je me suis entraîné physiquement, j'ai développé ma culture militaire. Je me gardais des portes de sortie, en cas d'échec, en préparant les concours administratifs. On ne décide pas de s'engager subitement. Un jeune engagé doit être conscient des sacrifices et de la responsabilité à assumer.

Avez-vous parfois douté du sens de votre engagement ?

Un officier doit se remettre en question en permanence. En cinq ans, j'ai été évalué dans tous les centres d'entraînement militaires. J'ai appris à me dépasser. En Afghanistan, j'ai vécu le plus éprouvant pour un militaire : perdre certains de ses camarades, le caporal-chef Panezyck, l'adjudant Mosaic, le capitaine Mezzasalma. Le sens de mon engagement n'en est que plus fort.

***Grasset, 264 p., 17 €. Les bénéfices seront reversés à l'association Terre Fraternité.**



Les armes nucléaires ont-elles un avenir ?



L'arme nucléaire occupe une place paradoxale. D'un côté, on redoute son utilisation et l'apocalypse qu'elle entraînerait, de l'autre, sa force de dissuasion apparaît nécessaire. Alors qu'un monde multipolaire émerge et avec lui son lot d'interrogations, des experts mondiaux (Sir Lawrence Freedman, membre de la commission Chilcott, Ariel E. Levite, ancien dirigeant du commissariat israélien à l'énergie atomique, Camille Grand, directeur de la fondation pour la recherche stratégique...) se penchent pour la première fois sur ces évolutions. Ils analysent les conséquences d'un éventuel conflit nucléaire dans les régions où l'arme atomique est devenue une composante clé ainsi que les choix auxquels la France, avec ses alliés, sera confrontée.

Ouvrage collectif sous la direction de François Heisbourg, éd. Odile Jacob, 190 p., 21,90 €

Le chaudron de Tcherkassy-Korsun et la bataille pour le Dniepr (septembre 1943-février 1944)

Jean Lopez est un spécialiste du conflit germano-soviétique durant la Seconde Guerre mondiale. Cette fois, c'est dans la bataille qui a vu s'affronter la moitié de l'Armée rouge contre la meilleure part de la Wehrmacht pour la possession du fleuve ukrainien Dniepr, qu'il entraîne son lecteur. L'ouvrage offre une vision complète de cet épisode. Avec ce

livre, l'auteur ajoute un quatrième ouvrage aux précédents sur les batailles de Kursk, Berlin et Stalingrad.

Jean Lopez, éditions Economica, 464 p., 29 €



A 20 ans, j'étais déjà sûr de mon choix. Mais les places sont rares et les candidatures nombreuses. Je me suis entraîné physiquement, j'ai développé ma culture militaire. Je me gardais des portes de sortie, en cas d'échec, en préparant les concours administratifs. On ne décide pas de s'engager subitement. Un jeune engagé doit être conscient des sacrifices et de la responsabilité à assumer.

Avez-vous parfois douté du sens de votre engagement ?

Un officier doit se remettre en question en permanence. En cinq ans, j'ai été évalué dans tous les centres d'entraînement militaires. J'ai appris à me dépasser. En Afghanistan, j'ai vécu le plus éprouvant pour un militaire : perdre certains de ses camarades, le caporal-chef Panezyck, l'adjudant Mosaic, le capitaine Mezzasalma. Le sens de mon engagement n'en est que plus fort.

***Grasset, 264 p., 17 €. Les bénéfices seront reversés à l'association Terre Fraternité.**

Baron rouge et cigogne blanche



L'un est Allemand, l'autre Français. Tous deux sont les as des as de l'aviation de la Première Guerre mondiale. Manfred von Richthofen, alias le Baron Rouge, tué au combat en 1918, est encore célèbre dans le monde entier, tandis que René Fonck, disparu en 1953, est presque totalement oublié. L'un des historiens militaires les plus connus, Patrick de Gmeline, retrace la vie de ces deux hommes, de leur naissance à leurs victoires respectives à bord de leur avion mythique, le triplan rouge et la blanche cigogne.

Patrick de Gmeline, éditions Presse de la Cité, 500 p., 24 €

Fachoda et la Mission Marchand

A la fin du XIX^e siècle, la France envoie une mission d'exploration en Afrique baptisée Congo-Nil, emmenée par le commandant Marchand. Il s'agit de contester l'hégémonie britannique en atteignant le Nil en premier et d'implanter un protectorat. A Fachoda, au Soudan, la mission se retrouve face à une armée anglo-égyptienne menée par Lord Kitchener, qui exige l'évacuation des Français. Le journaliste et historien Pierre Pellissier, dans un récit haut en couleur et très bien documenté, retrace cette épopée.

Pierre Pellissier, éditions Perrin, 380 p., 22,90 €



Agent secret de Churchill



Engagé dans la Résistance à l'âge de 18 ans, Bob Maloubier est l'un des deux derniers survivants français du Special Operations Executive (SOE), fondé par Winston Churchill en 1940. D'Alger aux maquis de Corrèze en passant par Londres, l'auteur nous livre son aventure de la Résistance avec franchise, écrivant comme il parle et comme il agit. Il explique que selon lui la Résistance est avant tout une "affaire de copains" cherchant à avancer ensemble dans une aventure dont certains ne verront jamais la fin.

Bob Maloubier, éditions Tallandier, 270 p., 19,90 €

Erwin Rommel, la guerre sans haine

« Une guerre sans haine », c'est ainsi que le maréchal Rommel décria dans ses Carnets de guerre son engagement contre les forces franco-britanniques en Afrique du Nord en 1941-1942. Indisponibles depuis plus de cinquante ans, ces Carnets dévoilent l'ambiguïté d'un tacticien rusé et rapide, toujours soucieux d'épargner les vies humaines, mais également aveugle face aux crimes d'un régime qu'il servira jusqu'en 1944. Préfacée par Maurice Vaïsse, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, cette nouvelle édition est commentée et annotée par Berna Günen, historienne de la propagande nationale-socialiste.



Édition commentée par B. Günen, éd. Nouveau Monde, 477 p., 24 €



Le monde arabe tel qu'il est

A travers son premier ouvrage, Arnaud Lafolie, officier arabisant ayant effectué des missions en Syrie, aux Emirats arabes unis et au Qatar, montre un monde arabe en pleine mutation. L'auteur pointe les perspectives d'un bouleversement régional dont les retombées sont planétaires. Il invite le lecteur à regarder objectivement cette vaste aire géographique et culturelle en se tenant à l'écart des clichés et des lieux communs. Un voyage fascinant où se mêlent politique, histoire, géographie et religion.

Arnaud Lafolie, éd. L'œuvre, 190 p., 18 €

Trois questions à Jean Lopez, rédacteur en chef de *Guerres & Histoire*

***Guerres & Histoire*, un nouveau magazine du groupe Science&Vie consacré à l'histoire militaire, affirme son ambition de « traquer les mythes, les légendes et les idées reçues ». Ses articles sont rédigés par une pléiade d'historiens et de spécialistes.**

Quelles matières ce nouveau magazine va-t-il traiter ?

Toute l'histoire militaire, toutes époques et toutes civilisations confondues ! Nous ferons de l'histoire-bataille, bien sûr, mais aussi des articles d'économie de la guerre, de technologie, d'anthropologie des pratiques militaires. Les revues d'histoire militaire sont trop dominées par la Seconde Guerre mondiale. Nous pensons que le public peut trouver de l'intérêt à bien d'autres aspects des dix mille guerres recensées dans l'histoire humaine... et la liste n'est pas close.

A qui s'adresse-t-il plus particulièrement ?

Ce nouveau magazine s'adresse à tous. Il essaie de ne pas jargonner.

Selon la tradition Science&Vie, les mots ou sigles obscurs ou très techniques sont expliqués en marge. Je ne doute pas que les personnels de la Défense y trouvent un intérêt. Il est tout de même important de savoir ce qu'ont fait et pensé ceux qui vous ont précédé sous les drapeaux, ne serait-ce que pour réfléchir au chemin parcouru.

Dans votre premier édito, vous promettez une exclusivité pour chaque numéro. Quelle sera celle du prochain ?

Après la « confession » d'un colonel du KGB, nous avons recueilli en Israël le récit de Giora Even, dernier as des as. Ce pilote a abattu 17 Mig et Sukhoï, la plupart au canon, sur Mirage III dans les guerres de 1967 et 1973. Giora Even s'est étonné que jamais aucun journaliste français ne soit venu le voir alors que toutes ses victoires ont été obtenues sur notre bon vieux Mirage III, qu'il juge comme le meilleur chasseur de l'après-guerre. Parole de connaisseur !

***Guerres & Histoire*, publication trimestrielle, 116 pages, 5,95 €. Parution le 17 juin.**



Histoire de la gendarmerie

Héritière des « gens d'armes », qui traquaient dès la fin du Moyen-Age voleurs de grands chemins et soldats débandés, la gendarmerie a été l'un des piliers de l'affermissement de l'Etat en France. Eric Alary, chercheur associé à Sciences-Po Paris (et fils de gendarme), réalise ici la première grande synthèse historique sur cette « arme » singulière, à la fois militaire et judiciaire, légitimiste par nature, mais si présente dans les campagnes que les Cahiers de doléances de 1789 la qualifiaient de « corps le plus utile à la nation ». De l'édit de François I^{er} qui précise en 1536 les attributions de la Maréchaussée aux récentes réformes qui rapprochent gendarmerie et police nationale, c'est à une relecture de l'histoire du pouvoir en France que nous invite cette passionnante histoire de la gendarmerie.

Eric Alary, éd. Perrin, collection Tempus, 320 p., 9 €



Se battre pour l'Afghanistan

L'historien Patrick de Gmeline a suivi pendant six mois le 27^e Bataillon de chasseurs alpins au sein de la Task Force Tiger. Fondée sur des témoignages directs, son enquête retrace la rigueur des entraînements, l'aide aux populations mais aussi les affrontements dans les montagnes de la Kapisa.

Patrick de Gmeline, éd. Presse de la Cité, 396 p., 21 €

Les uniformes des officiers de la marine 1830-1940

Fruit d'une recherche minutieuse, cet ouvrage est un catalogue unique des uniformes des officiers de la marine de 1830 à 1940. Broderies, armes et autres bicornes sont décrits au rythme des décrets qui ont codifié, depuis la Monarchie de Juillet, leurs tenues. Une somme de détails permettant au collectionneur d'identifier immédiatement tous les effets militaires de la marine sur plus d'un siècle.

Eric Schérer, Marines-Editions, 315 p., 60 €



Trois questions à Pierre Journoud, auteur de *De Gaulle et le Vietnam (1945-1969)**

Chercheur à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole Militaire et au Centre d'histoire de l'Asie contemporaine, le livre de Pierre Journoud a obtenu le prix Jean-Baptiste-Duroselle, consacré

à la meilleure thèse d'histoire des relations internationales.

Pourquoi avoir consacré votre étude aux relations entre De Gaulle et le Vietnam ?

La France me semblait être la dimension manquante de l'historiographie internationale de

la guerre du Vietnam. Acteur marginalisé par les Etats-Unis pendant la guerre, elle continuait de l'être par les historiens. Or, De Gaulle avait tiré d'utiles et courageuses leçons des erreurs qui l'ont conduit à engager une guerre de reconquête au Vietnam en 1945. Il avait même mûri une stratégie pour dissuader les Américains de les répéter. Combinant diplomatie publique et secrète, il impulsa un rapprochement avec l'ennemi d'hier grâce auquel des intermédiaires français purent contribuer au processus de paix au Vietnam. Quelle vision De Gaulle avait-il de la politique américaine au Vietnam ?

En politique réaliste, De Gaulle savait qu'une grande puissance était portée à certaines tendances « hégémoniques ». Il se montrait compréhensif avec ses interlocuteurs américains. Mais il estimait de son devoir d'allié indépendant de les convaincre que leur puissance militaire ne leur permettrait pas de l'emporter dans un conflit de nature surtout politique

et psychologique, et dont les risques d'élargissement l'inquiétaient sincèrement. Après des années d'amicales mais vaines mises en garde, il assumait une dissidence publique et de portée mondiale en attendant que les Etats-Unis réalisent la vanité de l'escalade. Vous montrez la « prégnance de l'héritage gaullien » dans la politique étrangère française. Est-elle encore d'actualité ?

Il demeure une référence incontournable dans le discours politique et médiatique. S'il est encore un peu tôt pour analyser d'éventuelles ruptures dans la politique actuelle, certaines caractéristiques de la politique qu'il a conduite dans le conflit vietnamien demeurent plus que jamais d'actualité. Ainsi de la nécessité de dialoguer par des voies publiques et secrètes, bilatérales et multilatérales, avec toutes les parties intéressées directement ou non à leur solution, y compris avec nos adversaires ou ceux de nos alliés...

*** Tallandier, 544 p., 24,90 €**

